



*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

DIRECTION DES EAUX, FORETS, CHASSES ET DE LA CONSERVATION DES SOLS

PROJET D'AMÉLIORATION ET DE VALORISATION DES SERVICES DES ECOSYSTEMES FORESTIERS AU SENEGAL (**PASEF**)



RAPPORT DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION DES RÉSULTATS DU PASEF/PNUE

(Final)

Préparé par Baba SENE

	4
	5
	6
PRESENTATION DU PASEF	7
PREMIERE PARTIE	8
I. Problématique/Justification de la consultation	9
II. Objectif global	9
III. Démarche méthodologique	10
IV. Résultats : Réalisations/Produits obtenus	10
V. Difficultés rencontrées	13
DEUXIEME PARTIE :	14
DIAGNOSTIC COMMUNICATIONNEL DU PASEF	15
1. Exploration du problème	15
2. Etude du contexte de l'intervention	17
3. Parties prenantes	17
3.1 Les partenaires institutionnels	17
3.2 Les partenaires techniques et scientifiques	17
3.3 Les cibles bénéficiaires	18
4 Evaluation des possibilités en communication	18
4.1 Mass-médias existants	18
4.3 Autres canaux, lieux et réseaux de communication	18
5 Ressources en communication	19
5.1 Ressources humaines	19
5.2 Ressources matérielles	19
5.4 Ressources financières	19
6 Les actions de communication développées	19
6.1 Communication institutionnelle	20
6.2 Communication sociale et éducative	21
6.3 Analyse	21
6.4 Discussions	23
6.5 Conclusion	23
TROIXIEME PARTIE	24
I. Plan global de communication des résultats du PASEF	25
II. Activités et stratégie de communication à court terme	26
2.1 Communication institutionnelle	26
2.1.1 Communication de proximité (hors média)	26
2.1.2 Communication médiatique	28
2.2 Communication sociale et éducative	29
2.2.1 Mass média	29
2.2.2 Evènementiel	31
2.2.3 Supports interpersonnels	31
III. Recommandations	32
IV. Conclusion	34
V. Annexes	35
5.1 Termes de référence	35
5.2 Figure	38
5.3 Tableaux	39



PDF

Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

PASEF/PNUE

	51
	55
onsultés	56

ie et de la Démographie
 s de la Nature

BIFS : Bureau Information, Formation, Sensibilisation
 CDD : Comité départemental de développement
 CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
 CGRN : Comité de gestion des ressources naturelles
 CRD : Comité Régional de Développement
 CL : Comité local de développement
 CL : Collectivité Locale
 CR : Communauté rurale - Conseil Rural – Conseil Régional
 CSE : Centre de Sui Ecologique
 DEEC : Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés
 DREEC : Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés
 DEFCCS : Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols
 DPN : Direction des Parc Nationaux
 DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
 FAO : Organisation Mondiale pour l'Alimentation et l'Agriculture
 GREP : Groupe de Recherches et d'Etudes en Environnement
 ISRA : Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
 SEF : Service des écosystèmes forestiers
 RB : Réserve de Biosphère
 MEPN :
 MEDD :
 PTA :
 TDR :
 CLD :
 ONG :
 UCP : Unité de Coordination du Projet
 AS COM : Assistant communautaire
 DVD : Digital Video Disc
 ITW : Interview
 PASEF : Projet d'Amélioration et de Valorisation des Services des Ecosystèmes Forestiers
 PGIES : Projet de Gestion Intégrée des Ecosystèmes du Sénégal
 PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
 OIM : Organisation Internationale Migration
 ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
 OCB : Organisation communautaire de base
 PAM : Programme Alimentaire Mondial
 PGCRN : Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles
 PIMS : Project Internal Management System
 RTS : Radio Télévision Sénégalaise
 SAV : Sensibilisation, Animation, Vulgarisation
 SEF : Services des Ecosystèmes Forestiers
 SNU : Système des Nations Unies
 UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest Africain
 UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
 UNFEFS : Union Nationale des Fédérations d'Exploitants Forestiers du Sénégal
 UCAD : Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 ZIC : Zone d'Intérêt Cynégétique

les synergies d'actions et au niveau de toutes les sphères (publique, privée, sociale), elle est à la base des relations humaines.

Les organisations, pour exister et prospérer dans l'exécution de leurs programmes et activités, doivent communiquer car « ...pour donner une existence publique à une activité, à une idée, à un produit, il ne suffit plus que ces éléments existent, il faut qu'ils soient connus. » **Bernard DAGENAIS¹**.

L'évaluation économique et/ou financière des services et biens offerts par les écosystèmes forestiers, menée au Sénégal par le Projet d'Amélioration et de Valorisation des Services des Ecosystèmes Forestiers (PASEF/PNUE), est une innovation pour la définition d'une nouvelle fiscalité locale. Cette innovation peut constituer un moteur de développement économique et social qui, à terme, pourrait se traduire par une réelle réduction de la pauvreté grâce aux opportunités de participation économique qu'elle offre aux populations locales vivant aux alentours des ressources forestières.

Le Projet, de type conjoint, a produit d'intéressants résultats (caractérisation des tendances des écosystèmes forestiers ; évaluation économique des services des écosystèmes forestiers, etc.) qui contribuent à une meilleure connaissance des services et biens offerts par les écosystèmes forestiers au Sénégal. Ces résultats méritent d'être partagés avec le plus grand nombre d'acteurs intéressés par la gestion des écosystèmes forestiers au Sénégal.

Une stratégie de communication est déroulée depuis trois ans par le PASEF/PNUE pour informer les différents acteurs sur ses activités.

C'est dans la perspective de contribuer à l'amélioration de cette stratégie de communication, par la définition d'actions et de moyens de communication efficaces, que s'inscrit notre travail suscité par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

Le partage et la diffusion des informations et connaissances générées par l'exécution du PASEF, en vue de leur appropriation par les différents acteurs (décideurs, partenaires, bénéficiaires), constituent les principaux défis à relever dans le cadre de ce travail.

Le document est structuré en trois parties :

- ☞ la première partie définit le cadre méthodologique du travail avec les principaux produits/résultats obtenus en terme de communication;
- ☞ la deuxième partie établit le diagnostic communicationnel du PASEF ;
- ☞ la troisième expose un plan général de communication des résultats

du PASEF/PNUE et formule des recommandations pour des activités et actions, dans le court et moyen termes.

¹. Spécialiste des stratégies de communications institutionnelles au Québec

tion des Services des Ecosystèmes Forestiers (PASEF), à travers des études et recherches, a réalisé d'importants résultats, en rapport avec des Consultants individuels, des Agences du Système des Nations Unies (PNUE, OIM, FAO, UNESCO, PAM, ONUDI, etc.) et des structures étatiques sénégalaises (CSE, ANSD, DEEC, etc.). Ces résultats améliorent sensiblement les données et connaissances par rapport aux services offerts par des écosystèmes forestiers au Sénégal.

Pour être utiles, ces résultats ont besoin d'être partagés avec leurs potentiels utilisateurs et portés à la connaissance du grand public. Le challenge est de partager les connaissances acquises sur les services et biens offerts par les écosystèmes forestiers pour relever le niveau d'engagement des décideurs et de participation des acteurs et parties prenantes à leur gestion rationnelle.

Le PASEF a mis en œuvre une stratégie de communication pour partager les expériences, savoirs nouveaux et techniques générés par son exécution avec un certain nombre d'acteurs (partenaires, parties prenantes, bénéficiaires directs) concernés par les services des écosystèmes forestiers (SEF).

Ce travail de consultation porte sur l'analyse de la stratégie de communication menée jusqu'ici par le PASEF et sur le soutien à lui apporter pour l'améliorer. Pour ce faire, une recherche documentaire et des entrevues sont effectuées pour répertorier l'ensemble des activités de communication déjà menées, en cours ou prévues par le projet. Il s'en est suivi leur diagnostic pour :

- ☞ dégager les forces, les faiblesses (gap), les contraintes et opportunités de cette communication;
- ☞ proposer des axes susceptibles d'améliorer la stratégie de communication actuelle du PASEF/PNUE ;
- ☞ définir des actions de communication à mener dans le court terme pour appuyer le PASEF/PNUE à partager un certain nombre de résultats (produits) obtenus.

Les principaux résultats obtenus sont :

- ☞ Une analyse des activités de communication du PASEF est effectuée et leurs forces et faiblesses (gap à combler) sont identifiées;
- ☞ Un plan d'actions et une stratégie de communication sont proposés pour combler les insuffisances relevées;
- ☞ Une assistance est apportée au PASEF/PNUE pour élaborer des produits de communication et à les diffuser.

ur le Millénaire (MA-2005), le déclin des services des pays en voie de développement de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de manière durable.

C'est dans ce contexte que le Sénégal a acquis sur fonds OMD, l'appui du gouvernement Espagnol pour développer le projet conjoint dénommé Projet d'Amélioration et de Valorisation des Services des Ecosystèmes Forestiers (PASEF) qui a démarré en avril 2009.

L'objectif global du PASEF est de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la conservation et la gestion équitable des services des écosystèmes forestiers. Cet objectif global se décompose en trois objectifs spécifiques :

-  **OS 1** : Développement d'un système national d'informations sur la valeur économique totale des différents services des écosystèmes forestiers et meilleure compréhension des stratégies politiques, économiques et sociales nécessaires à la gestion relative aux changements environnementaux et leurs conséquences sur les phénomènes migratoires pour fournir aux décideurs l'information sur les valeurs réelles de ces services et sur les échanges intra et inter écosystèmes de ces services entre différentes parties prenantes.
-  **OS 2** : Intégration de la valeur économique réelle des services des écosystèmes forestiers dans la politique fiscale décentralisée en vue d'encourager l'utilisation durable des services des écosystèmes forestiers.
-  **OS 3** : Assurer l'appropriation et la participation des communautés locales, des acteurs non gouvernementaux et des acteurs du secteur privé dans le processus de révision de la fiscalité forestière et dans le processus de renforcement de la fiscalité environnementale pour améliorer le contrôle des pollutions et nuisances ainsi que la restauration des sites contaminés.

Les partenaires du projet sont le PNUE, le PAM, l'POIM, la FAO, l'ONUDI, l'UNESCO, la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC), Direction des Parcs Nationaux (DPN), la Direction des Collectivités Locales, le Centre de Suivi Ecologique (CSE), l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).



PREMIERE PARTIE

Cadre théorique et méthodologique

ation de la consultation

Après trois années de mise en œuvre, le PASEF/PNUE, à travers des études et recherches, a obtenu d'intéressants résultats par rapport aux services offerts par des écosystèmes forestiers au Sénégal.

Dans le contexte socioéconomique sénégalais où l'accès aux sources de revenus n'est pas aisé pour la plupart des populations, certains résultats montrent que les services et biens générés ou portés par les écosystèmes forestiers (identifiés et évalués), judicieusement exploités, peuvent contribuer grandement à la lutte contre la pauvreté dans les zones concernées.

Pour rendre ces services effectivement profitables au plus grand nombre d'utilisateurs des écosystèmes forestiers, les résultats obtenus par le PASEF méritent d'être partagés avec les acteurs concernés et largement vulgarisés et défendus auprès des décideurs pour leur appropriation et/ou adoption. Le but poursuivi étant leur prise en compte dans les politiques socio-économiques du pays.

Il s'agira d'appuyer et d'orienter, par le biais d'une stratégie opérationnelle de communication, ce partage et cette vulgarisation des résultats pour informer et sensibiliser davantage les décideurs, les faiseurs d'opinions (leaders, journalistes, etc.) et autres acteurs sur les rapports (mis en évidence) entre la gestion rationnelle des services des écosystèmes forestiers et la lutte contre la pauvreté. Il s'agira aussi de convaincre sur la nécessité d'inclure, dans la fiscalité forestière du pays, des instruments économiques aussi importants que l'écotaxe et le mécanisme de compensation (suggérés par les études) pour rendre durables les écosystèmes forestiers et leurs services.

II. Objectif global

L'objectif global de la consultation est d'élaborer une stratégie opérationnelle d'information et de communication pour partager, diffuser et vulgariser les résultats obtenus dans le cadre de l'exécution du PASEF.

Cet objectif global se décline en trois objectifs spécifiques :

1. Proposer un schéma de communication, au niveau national, local et international des informations utiles tirées des résultats de recherches et d'études menées dans le cadre du PASEF;
2. Définir des actions et outils de communication adéquats pour rendre accessibles aux bénéficiaires directs, aux partenaires, aux bailleurs et aux décideurs les résultats (scientifiques, techniques, économiques) obtenus par le PASEF /PNUE;
3. Assister le PASEF/PNUE dans la diffusion de certains résultats obtenus en saisissant toutes les opportunités de communication (canal, moyen) offertes au niveau du Sénégal.

is sommes appuyés sur des entretiens exploratoires et des réunions tenues avec l'Unité de Coordination nationale (UC), des entrevues avec certains membres du Comité de Pilotage et partenaires techniques du PASEF afin de recueillir leurs préoccupations et conseils par rapport à la diffusion des résultats générés par l'exécution du projet.

Egalement, un recensement et une analyse des activités/actions de communication déjà menées par le PASEF/PNUE nous ont permis d'apprécier leurs forces mais aussi les insuffisances ou gap à combler.

Enfin, les principaux documents produits à partir d'études et de recherches commanditées par le PASEF/PNUE dans le cadre de **l'évaluation des biens et services fournis par les écosystèmes forestiers** (fiche signalétique du PASEF, rapports d'études, etc.) sont exploités pour traquer des **informations "utiles"** à rendre accessibles (aux décideurs, bénéficiaires, partenaires, etc.) et à partager avec les différentes parties prenantes à la gestion des écosystèmes forestiers.

IV. Résultats : Réalisations/Produits obtenus

Au terme de cette démarche, les résultats suivants sont obtenus :

1. Les principales activités de communication développées jusqu'ici par le PASEF/PNUE sont résumées sur le *tableau 1* en annexe. Une analyse de ces activités de communication est effectuée. Leurs forces et faiblesses sont identifiées et le détail du diagnostic est en pages 10-14.

La communication du PASEF/PNUE est analysée sous deux angles : institutionnel et social. Cette analyse s'est appuyée sur la méthode SWOT² (voir *tableaux 3 et 4* en annexe).

Le constat établi est un déficit de communication d'envergure occasionné par:

- ☞ l'absence de synergie entre les parties prenantes (structures nationales et onusiennes) du PASEF pour la communication de ses résultats;
- ☞ l'absence de ressources propres pour mettre en place et dérouler une stratégie efficace de communication ;
- ☞ l'absence des médias dans la communication des activités et résultats du PASEF/PNUE ;
- ☞ quasi inexistence d'une communication événementielle lors du déroulement de certaines activités.

² SWOT : Strengthness (forces), Weakness (faiblesses), Opportunities (opportunités), Threateness (menaces)

stratégie de communication sont proposés pour combler plus haut. Ce plan spécifie les objectifs de communication, les cibles et les canaux susceptibles d'être utilisés.

Par rapport aux différentes cibles, des actions spécifiques sont déroulées et/ou conseillées (voir recommandations et annexes):

☞ **Décideurs** (Exécutif, Parlement, Organismes de coopération):

- Diffusion médiatique d'informations sur les résultats du PASEF/PNUE par l'invitation d'organes de presse à l'atelier de présentation de résultats d'études au Panel scientifique. L'objectif était d'informer largement sur la contribution réelle des écosystèmes forestiers sénégalais au PIB national (qui est passé de 1% à 22% selon l'ANSD).

Les éléments télévisuels diffusés peuvent être consultés au niveau du site web (www.rts.sn) de la RTS/Rubrique JT dans les **éditions des 13 et 14 septembre 2012** et dans les **éditions du 17 novembre 2012**. Les publications dans certains journaux de la place peuvent être consultées en pages annexes.

- Invitation des autorités et parties prenantes aux séances et ateliers de restitution et de partage des résultats des études ;
- Postage, sur le Net, du rapport d'étude sur **l'Evaluation Economique des Ecosystèmes Forestiers au Sénégal et de leurs Services** menée par le PASEF/CSE. Le moteur de recherche Google permet l'accès à ce document ;
- Invitation des directions techniques et des finances publiques aux ateliers de partage ;

☞ **Décideurs locaux** (Administration, Collectivités locales, Services déconcentrés, etc.)

- Restitution des résultats de **l'ETUDE SUR LA FISCALITE FORESTIERE DANS LE SITE DE MAHON – BAKOR (à Kolda)**;

☞ **Leaders d'opinions** (Médias – Communautés universitaire et de recherche, etc.).

- Présentation des résultats du PASEF/PNUE à un groupe de journalistes de la RTS (radio et tv), du Groupe Futurs Média (RFM), des quotidiens "Le Soleil", "Sud Quotidien" et le "Le Quotidien";
- Distribution de dossiers de presse à une dizaine d'organes de presse de la place ;
- Invitation de professeurs de l'UCAD et de chercheurs (ISRA) aux ateliers de partage des résultats du PASEF/PNUE.

3. Une assistance est apportée au PASEF/PNUE pour élaborer des produits de communication et à les diffuser via des organes de presse (radio et télévision) de la place. Il s'agit de reportages télévisuels, radiophoniques et de presse écrite. Les réalisations les plus significatives sont :
 - la distribution de dossiers de presse à la RTS (TV et Radio), à la RFM (Radio Futurs Médias), aux quotidiens "Le Soleil", "Le Quotidien" et "Sud Quotidien" ;
 - la couverture médiatique, par une dizaine d'organes de presse, des ateliers de restitution des études menées par des consultants commis par le PNUE (**12 sept. 2012**) et de partage des résultats de celles menées par l'ANSD et la DEEC (**14 novembre 2012**).

A l'occasion, des reportages sont diffusés en versions française et Wolof les 13 et 14 septembre et le 17 novembre 2012 à la RTS1 (TV) et les 16-17 septembre à Radio Sénégal. Les produits sont archivés sur format électronique (dvd) pour alimenter les pages du site Web du PASEF.

Trois articles de presse traitant du PASEF et des écosystèmes forestiers au Sénégal sont publiés, en **pages 08 et 12** respectivement dans "Le Soleil" du mardi 09 octobre et du jeudi 15 novembre 2012. Le troisième est publié dans le journal "Le Quotidien", page 04 du 15 novembre 2012. Les copies sont en pages annexes.

L'assistance fournie par le consultant a aussi porté sur:

- la réalisation et la compilation d'interviews (sur support DVD), sous forme de regards croisés, de quelques agents des structures ou composantes du PASEF/PNUE, avec possibilité de diffusion médiatique ou de postage sur le site web du PASEF. Cette vidéo a été projetée lors de l'atelier de partage et de diffusion des résultats d'études menées par l'ANSD et la DEEC ;
 - le résumé de quatre rapports d'études réalisées par l'ANSD (02), le CSE (01) et la DEEC (01) à l'intention des décideurs.
 - l'organisation d'une couverture médiatique de **l'atelier de partage et de diffusion des résultats** portant sur **l'Evaluation de la contribution des Ecosystèmes forestiers à l'Economie nationale** (14 novembre 2012) à Dakar. Une note d'informations et une demande de couverture ont été envoyées à une dizaine d'organes de la place (radios, télévisions et presse écrite) pour des retombées presse assez diversifiées.
4. Un rapport sous format électronique et en copie dure est produit, présentant à la fois les outils et produits de communication déjà développées ou à développer.

Les perspectives



V. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- ☞ La nouveauté des concepts (SEF, éco-taxation, mécanisme de compensation) ;
- ☞ Le retard, dans la mise à la disposition du consultant en communication, des résultats à communiquer (résultats des études complémentaires devant définir les outils ou mécanismes d'éco-taxation ou de compensation) ;
- ☞ L'inexistence d'un plan de communication du PASEF au moment de sa mise en oeuvre;



DEUXIEME PARTIE :

Diagnostic communicationnel du PASEF

DIAGNOSTIC COMMUNICATIONNEL DU PASEF

Pour prétendre apporter une ou des solutions à des problèmes communicationnels, il est indispensable de les connaître au préalable. Ce chapitre est le cadre qui nous a permis de diagnostiquer la communication menée jusqu'ici par le PASEF.

Au Sénégal, plusieurs initiatives ont été conduites dans le cadre de la communication environnementale. Sans être exhaustif, certaines d'entre elles ont été répertoriées. Il s'agit :

- ☞ De la composante "Communication sociale" du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) ;
- ☞ Du rapport final du projet FAO (TCP/SEN/4454/A) « Communication pour l'environnement » qui a dressé, en 1994, un état des lieux de la communication environnementale par rapport aux outils et réseaux mis en œuvre au Sénégal;
- ☞ De la "Stratégie de communication multimédia" de la DEFCCS élaborée en 1998;
- ☞ Du plan de communication du PFIE élaboré en 2004 ;
- ☞ Du Plan d'action opérationnel pour la communication environnementale du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature élaboré en 2010 ;
- ☞ Du rapport d'étude sur « **le rôle potentiel des radios et TV dans la diffusion d'informations utiles sur la GRN** » au niveau de la DEFCCS ;

Une sommaire analyse de la situation a permis de comprendre :

- ☞ le problème de communication que l'on veut résoudre ;
- ☞ le contexte, les parties prenantes concernées, les solutions possibles;
- ☞ les ressources existantes en matière de communication ;

Cette analyse a permis également d'identifier d'une part les forces, les faiblesses (gap), les atouts et opportunités et, d'autre part les obstacles et contraintes dont il faudra tenir compte lors de la planification puis de l'exécution de la stratégie de communication proposée.

1. Exploration du problème

Au Sénégal, six zones éco-géographiques ont été classées. Elles ont des potentialités agro-sylvopastorales spécifiques (**figure 1 en annexe**).

Aujourd'hui, les régions de Kolda et de Kédougou, appartenant respectivement aux zones éco-géographiques de la Casamance et du Sénégal Orientale, enregistrent les taux de pauvreté les plus élevés du pays (66% pour Kolda/Sédhiou) alors que la moyenne nationale tourne autour de 48% (ANSD, 2009). Ces régions sont celles qui sont les plus nanties en matière d'écosystèmes forestiers.

Dans les années 1990, près de 60% de la population du Sénégal vivait en milieu rural et s'activait dans le secteur primaire. Paradoxalement, la contribution de ce secteur au PIB national était d'environ 14,7% dont 8% pour l'agriculture et 4% pour l'élevage (ANSD). A cette époque, la part de l'économie forestière au PIB était estimée à 1%. Depuis lors, cette estimation a fait l'objet de

Parmi les causes du problème nous pouvons noter:

- ☞ Une insuffisance dans la connaissance même des écosystèmes forestiers par rapport aux biens et services non marchands qu'ils offrent;
- ☞ Un défaut de coordination et de synergie des actions des acteurs intervenant dans la gestion et dans l'utilisation de ces écosystèmes ;
- ☞ Une insuffisance dans la compréhension globale des méthodes ou types de gestion à leur appliquer;
- ☞ La diversité des méthodes et outils utilisés pour l'estimation de la valeur économique des biens et services offerts par les écosystèmes forestiers;
- ☞ La faiblesse de la diffusion des résultats des études menées dans ce sens pour leur appropriation par les décideurs et usagers directs des écosystèmes;
- ☞ La progression du front agricole vers le Sud et le Sud-Est du pays menaçant terriblement la conservation des écosystèmes forestiers de ces zones ;

Les conséquences de l'ensemble de ces difficultés dont la liste n'est pas exhaustive sont :

- ☞ La persistance du défaut de connaissance des biens et services offerts ;
- ☞ La difficulté d'évaluer correctement la valeur économique des services éco-systémiques ;
- ☞ La perte de la biodiversité par la régression drastique des ressources naturelles qu'abritent ces écosystèmes;

Des tentatives de réponses au problème posé ont eu lieu à différents niveaux :

- ☞ **Au plan national :** l'Etat a défini une taxation sur les biens (produits) forestiers. Par ailleurs, des dispositions législatives et réglementaires sont prises (codes forestier, de la chasse et de la protection de la faune, Loi sur le domaine national, etc.) pour une utilisation rationnelle et une gouvernance démocratique des ressources locales.
- ☞ **Au plan régional et local :** Elaboration de plans de développement, mise en œuvre de projets et programmes de développement (PGCRN, PROGEDE, Wula Nafaa, etc.), déconcentration des services (techniques et administratifs) pour accompagner le développement, existence et implication des collectivités locales, édicton de codes de conduite consensuels et locaux (convention locale) par les collectivités, etc.

Des résultats assez appréciables ont été notés (aménagement de forêts, organisation des producteurs en groupement, soutien à de nouvelles filières agro-forestières) mais, le problème de la faiblesse des ressources financières tirées des écosystèmes forestiers demeure et leur dégradation ne cesse de continuer.

De nombreuses raisons peuvent être avancées pour expliquer cet état de fait. L'une d'elles est le manque de concertations des acteurs du développement et de motivation des populations bénéficiaires de ces différents écosystèmes.

de l'intervention

de contribuer à l'amélioration des connaissances des SEF de la pauvreté au Sénégal. En conséquence, il s'est inscrit dans une dynamique d'intervention en parfaite complémentarité et partenariat avec les autres institutions locales et onusiennes pour être en phase avec les options et priorités de l'Etat en matière de développement socioéconomique. Ce partenariat inclut également les populations, les autorités administratives et locales, les services techniques dans le but d'asseoir les conditions d'atteinte de ses objectifs.

3. Parties prenantes

La connaissance des biens et services offerts par les écosystèmes forestiers exige la mise en œuvre d'une synergie d'actions et d'activités transversales pour lesquelles différentes structures auront un rôle à tenir.

Dans cette perspective, les activités initiées par le PASEF lui ont servi de cadres de partenariat avec diverses structures. Nous distinguons :

3.1 Les partenaires institutionnels

Il s'agit du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), des institutions onusiennes impliquées dans le PASEF, de l'Administration décentralisée et des Collectivités locales.

3.2 Les partenaires techniques et scientifiques

Les partenaires techniques et scientifiques engagés dans le PASEF sont:

☞ **Services Etatiques partenaires** (liés au PASEF par protocole)

- ☞ Direction des Parcs Nationaux (DPN);
- ☞ Direction Environnement et Etablissements Classés (DEEC);
- ☞ Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) ;
- ☞ Centre de Suivi Ecologique (CSE) ;
- ☞ Direction des Eaux et Forêts

☞ **Les services déconcentrés de l'Etat:**

- ☞ Inspections Régionales des Eaux et Forêts;
- ☞ ZIC (Zone d'Intérêt Cynégétique) Falémé ;
- ☞ Parcs ;
- ☞ DREEC (Divisions Régionales de l'Environnement et des Etablissements Classés) ;

Les partenaires sont un groupe assez hétérogène (domaines d'intervention et compétences spécifiques) dont les éléments interviennent, à différents niveaux, aux processus de recherche d'informations sur les SEF.

Ces structures ont pour missions essentielles d'offrir des services, d'appuyer, de conseiller, d'encadrer et de former les parties prenantes et bénéficiaires directs.

3.3 Les cibles bénéficiaires

Les collectivités et les populations locales sont les cibles bénéficiaires directes des SEF. Leurs principales activités économiques tournent autour de l'agriculture, de l'élevage, de l'exploitation et de la transformation des ressources naturelles (faune, eau, végétaux, minerais, etc.) des écosystèmes forestiers de leurs terroirs.

Des actions de communication sous forme d'ateliers, de réunions d'information et d'échange sont déroulées par le PASEF envers elles.

4 Evaluation des possibilités en communication

Dans la zone d'intervention du PASEF (régions de Thiès, Saint Louis, Matam, Tambacounda, Kédougou, Kolda), nous avons répertorié d'intéressantes possibilités pour diffuser des messages et communiquer efficacement.

4.1 Mass-médias existants

Il s'agit des radios, des télévisions et de la presse écrite avec une accessibilité (couverture nationale et locale) assez correcte avec des programmes intéressants.

4.2 Autres médias

- ☞ Les radios communautaires pour une information de proximité ;
- ☞ L'Internet (un média mixte) gagne du terrain un peu partout dans le pays avec des sites régionaux et locaux;

Globalement, dans ses habitudes de communication, le public a un accès relativement correct à ces médias.

4.3 Autres canaux, lieux et réseaux de communication

Autour des sites d'intervention du PASEF, le hors média est très privilégié dans les interactions communicationnelles :

- ☞ Réunions ;
- ☞ Assemblées villageoises ;
- ☞ Visites ;
- ☞ Classes d'alphabétisation ;
- ☞ Cérémonies socioreligieuses ;
- ☞ Téléphone ;

5 Ressources en communication

L'inventaire des ressources en communication du PASEF a donné les résultats suivants :

5.1 Ressources humaines

Au plan humain, le PASEF ne dispose pas d'un responsable de la communication globale. Il existe un chargé du suivi-évaluation au sein de l'UCP.

5.2 Ressources matérielles

A part des connexions à l'Internet, le téléphone/faxe et un vidéo projecteur, aucune autre ressource matérielle en communication n'est disponible. L'Internet existe dans tous les bureaux et la connexion est assez bonne.

- ☞ l'intranet est inexistant ce qui ne favorise pas encore le partage rapide de certaines informations et feedback ;
- ☞ pas de serveur permettant de stocker des informations utiles et d'y accéder facilement en cas de besoin ;
- ☞ Pas de site web fonctionnel

5.3 Ressources Documentaires

Les principales sources documentaires trouvées sur place sont des rapports d'activités, d'études, des comptes rendus, une plaquette de présentation du PASEF, des résumés "d'actes de séminaires" et des mémoires de stagiaires.

5.4 Ressources financières

Le PASEF ne disposant pas de composante communication, il n'existe pas de budget propre consacré à la communication globale.

6 Les actions de communication développées

Les principales actions de communication déroulées jusqu'ici par le PASEF durant ses trois années d'existence sont résumées sur le *tableau 1* en annexe.

6.1 Communication institutionnelle

☞ Mode organisationnel

Le modèle d'organisation détermine les axes d'intervention et de mise en œuvre des actions de communications car elles doivent intégrer sa stratégie globale.

Le PASEF est un projet conjoint qui fait intervenir aussi bien des agences onusiennes (PNUE, ONUDI, OIM, ONUDI, la FAO...) que des institutions nationales composées essentiellement de la Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols (DEFCCS, structure de tutelle du projet), de la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC), du Centre de Suivi Ecologique (CSE), de la Direction des Parcs Nationaux (DPN) et de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANDS).

Le PASEF est géré par une Unité de Coordination (UC) logée à la DEFCCS qui est son ancrage institutionnel. Il s'appuie sur un Comité technique (regroupant l'ensemble des structures citées plus haut), d'un Comité de pilotage et d'un Panel Scientifique.

Le Comité technique (organe de concertations) se réunit deux fois par an pour élaborer les plans annuels de travail (PTA) et les TDR pour les études et consultations.

Le Comité de pilotage (organe d'orientation) se réunit une fois par an et valide les PTA.

Le Panel Scientifique (organe consultatif, composé d'éminentes personnalités du monde scientifique et technique cooptées par l'UCP) émet un avis pour crédibiliser les résultats obtenus dans le cadre du PASEF.

Toute la communication institutionnelle du projet a suivi cette forme d'organisation et de fonctionnement. L'Unité de Coordination du Projet (UCP) a piloté ou orienté l'essentiel des actions/activités de communication développées par le PASEF/PNUE. Ces actions sont résumées sur le *tableau 1* ci-dessus.

Hormis les deux dernières activités de communication (participation au 1^{er} Congrès Mondial du Réseau des Organisations de Recherche Forestière et le postage sur le Net du rapport d'étude sur **l'Evaluation Economique des Ecosystemes Forestiers et de leurs Services**) qui ont une portée internationale, l'essentiel des actions de communication sont déroulées envers les instances de contrôles du PASEF (comités technique, scientifique, panel scientifique), vers les autorités locales et populations vivant autour des sites tests du PASEF.

☞ Supports/outils (utilisés) de la communication institutionnelle

Aucun support de masse n'a été utilisé par le PASEF/PNUE lors de l'exécution de ses actions de communication. Les médias, dépositaires de l'image des organisations (par rapport aux services et biens qu'elles offrent) auprès du grand public, des institutions de coopération et des décideurs, sont les grands absents de la communication du PASEF/PNUE.

Les seuls supports de communication, ayant une portée nationale voire internationale (film institutionnel et site web), sont malheureusement en cours de création.

Les supports recensés sont :

- Le logo du PASEF, symbole institutionnel du projet, est porté sur tous les documents et produits à l'effigie du projet;

entant le Projet en 3.000 exemplaires (Septembre 2009) ;

séminaire d'information et de formation sur les méthodes
écosystèmes forestiers, les méthodes d'approche de leur
valeur économique et leurs mécanismes de paiement (1.500 exemplaires en Décembre
2009);

- Brochure portant actes du séminaire d'échange et de formation sur la *fiscalité forestière* et *quelques mécanismes de paiement des services des écosystèmes forestiers* au Sénégal (2.000 exemplaires en Octobre 2009) ;
- Tee-shirt à l'effigie du Projet : 416 pièces en 2010 ;
- Calendrier "PASEF" en 2012 : 450 exemplaires.

6.2 Communication sociale et éducative

La communication sociale du PASEF/PNUE est essentiellement une communication de proximité avec des supports non médiatiques. C'est une communication déroulée envers quelques partenaires et parties prenantes au niveau national et local. Les actions de communication se sont limitées à la sensibilisation et à l'information des autorités locales (administratives, techniques et politiques) et des populations (situées aux alentours des sites d'intervention du Projet) et ont porté sur les actions à mener pour l'évaluation des SEF.

Les supports ou canaux utilisés:

- Séances d'information, de sensibilisation et de partage, conduites par des équipes pluridisciplinaires, sur l'état et les tendances des sites, ont été organisées dans des villages et chefs lieu de Communauté rurale dans les zones tests du PASEF. Les débats, conduits en langues locales, ont beaucoup facilité les interventions ultérieures du PASEF sur les sites et alentours.
- Séances de vulgarisation des concepts de SEF et de Réserve Biosphère au niveau local et séances de vulgarisation du code forestier ;
- Ateliers de formation pour les acteurs impliqués dans la gestion des écosystèmes forestiers (autorités administratives et locales, partenaires, services techniques)

Ces initiatives méritent d'être poursuivies et élargies à d'autres cibles pour le partage des résultats obtenus.

6.3 Analyse

Les Forces/Atouts

- Existence d'un organe d'orientation (Comité de pilotage qui valide les PTA), d'un organe de concertations (Comité technique qui élabore les PTA, TDR) et d'un Panel Scientifique qui valide les résultats d'études ;
- Disponibilité d'un réseau de partenaires (stratégiques, institutionnels, techniques) compétents ;

Les opportunités

- de nombreux réseaux existent pour la mise en œuvre des actions de communication (les réseaux des parlementaires en environnement, des ONGs et des associations spécialisées telles que le GREP, l'ASAN, l'UNEFES, etc.) ;
- l'essor des NTIC qui permettent une bonne circulation des informations et leur stockage ;
- l'environnement médiatique (journaux, radios, télévisions) qui est très favorable au développement de la communication ;
- l'existence d'une cellule audio-visuelle au niveau du MEPN (ancrage institutionnel du PASEF) ;
- disponibilité d'une Cellule d'Education et de Formation Environnementales (CEFE) au niveau du MEPN ;
- existence de chargés de communication dans les directions techniques nationales du MEPN ;
- etc.

Les obstacles/Contraintes

- Difficultés à communiquer sur des résultats de recherches scientifiques (non tangibles, abstraits pour une bonne partie des cibles) ;
- La nouveauté des concepts (écotaxe, mécanisme de compensation) qui exige un minimum de prérequis en termes scientifiques et/ou économiques ;
- Le retard observé dans la disponibilité de résultats d'études majeures devant faire l'objet de communication ;
- Les publications en français alors qu'une bonne partie des bénéficiaires directes des SEF n'est pas alphabétisée dans cette langue ;
- Etc.

En définitive, il a été noté une communication très localisée, (mises à part les deux dernières et récentes actions mentionnées en bas du *tableau 1* en annexe) qui n'a pas véritablement touché le niveau national et international (décideurs, structures de coopération, leaders d'opinions, grand public).

³ SWOT : Strengthness (forces), Weakness (faiblesses), Opportunities (opportunités), Threateness (menaces)

communication globale du PASEF/PNUE et de ses actions auprès des cibles (parties prenantes et bénéficiaires).

Globalement, les tableaux (1-2-3 en annexes) soulignent l'absence d'une communication d'envergure aussi bien envers la cible institutionnelle (décideurs, partenaires, faiseurs d'opinions, etc.) qu'envers les bénéficiaires directs des services des écosystèmes forestiers (SEF) par rapport aux résultats obtenus.

Malgré les opportunités qui s'offrent à la communication de masse, les médias et l'évènementiel ont été les grandes absentes de la stratégie de communication sociale déroulée par le PASEF/PNUE.

Les contraintes soulignées plus haut (absence de budget et de structure de communication propres) pourraient expliquer cet état de fait.

Rappelons cependant que l'un des objectifs majeurs du PASEF était d'améliorer l'état des connaissances sur les écosystèmes forestiers en mettant en place un système national d'informations pouvant fournir aux décideurs des outils d'aide à la prise de décisions.

Ce système national d'informations sur la valeur économique réelle des différents SEF (services des écosystèmes forestiers) promis, n'a pas encore vu le jour.

6.5 Conclusion

Toutes ces informations recueillies ont permis de déterminer:

- ☞ les types/formes de communication à développer pour combler les insuffisances observées;
- ☞ les supports et canaux à utiliser ;
- ☞ comment faudra-t-il les utiliser ?

Nos recherches ont aidé à déterminer également quelques obstacles éventuels (nouveau des concepts) que peuvent rencontrer la diffusion des résultats du PASEF/PNUE par rapport aux innovations qu'il propose (éco taxation, mécanisme de compensation, SEF).



TROIXIEME PARTIE

Stratégies et plan de communication pour le moyen et court termes

1. Plan global de communication des résultats du PASEF

Pour espérer obtenir un effet d'entraînement collectif et durable dans la perspective d'utilisation des résultats du PASEF/PNUE, il est nécessaire de privilégier une approche basée sur une stratégie de communication efficace avec une gamme d'actions et de supports adaptés.

Les cibles prioritaires de ce plan de communication des résultats du PASEF/PNUE (suggérées par les termes de référence (TDR) sont les décideurs (nationaux et internationaux), les leaders d'opinions, les médias et les bénéficiaires directs des services et biens offerts par les écosystèmes forestiers sénégalais.

Le plan proposé (*tableau 4* en annexe) est structuré en deux parties ou composantes:

1. une **communication institutionnelle** faite d'actions de communication administrative (correspondances, rapports, compte rendu, etc.), d'animation des cadres institutionnels d'échanges (Conseil des Ministres, CRD, CDD et CLD) et de communication médiatique, portée par les médias (radio, télévision, presse écrite et internet).
2. une **communication sociale** essentiellement axée sur le hors média par un contact direct avec les différentes cibles sur le terrain (décideurs, leaders d'opinions, administration locale, élus locaux, populations, personnel des services déconcentrés, etc.). Elle se déroule par la création d'espaces d'échanges, d'explications et de dialogues directs avec la possibilité d'impliquer les médias nationaux et sociaux (radio communautaire, sites web régionaux, etc.) avec un prolongement et des relais au niveau communautaire et village.

Pour l'information du grand public, les médias seront mis à contribution lors d'événements factuels qui seront organisés par le PASEF/PNUE ou la Direction des Eaux et Forêts appelée à développer les résultats obtenus.

Compte tenu de la diversité des cibles et de la spécificité des produits à communiquer (résultats de recherches et concepts nouveaux), une attention particulière sera accordée à la cohérence entre objectifs de communication, cibles et canal/moyen à utiliser.

de communication à court terme

Les résultats majeurs obtenus dans le cadre du PASEF/PNUE méritent d'être diffusés largement et partagés avec le plus grand nombre, en vue de leur adoption et appropriation pour des actions concrètes.

Pour le court terme (les prochains mois), il s'agira de dérouler une stratégie de communication dont les axes principaux seraient :

2.1 Communication institutionnelle

Pour espérer décrocher des soutiens pour la mise en œuvre des résultats obtenus, la communication institutionnelle des résultats du PASEF/PNUE pourra être exécutée autour de deux axes :

2.1.1 Communication de proximité (hors média)

Elle visera les autorités, décideurs, leaders d'opinions, partenaires et acteurs directs (acteurs des politiques foncières aux niveaux régional et national). Elle aura des objectifs d'information (faire connaître les résultats les plus significatifs), d'implication (pour des actions concertées et pour faire adhérer aux décisions) et de responsabilisation (pour une appropriation des résultats en vue d'une mise en œuvre des conclusions).

Activités/Actions :

☞ **Organisation d'un Atelier national** de partage et de réflexion (3-4 jours).

Objectifs:

- partager les résultats obtenus et informer (les autorités, partenaires, services déconcentrés) sur la contribution réelle des écosystèmes forestiers au PIB national ;
- informer sur la nouvelle création de la RBF et vulgariser son plan de gestion ;
- réfléchir et tracer des perspectives (canevas) d'utilisation des résultats majeurs obtenus.

☞ **Vulgarisation des résultats par l'animation des cadres d'échange existants** (CRD, CDD, CL, centres universitaires et de recherches, Académie des sciences, chambres de commerce et d'industrie, Assemblées villageoises, etc.).

Objectifs :

- promouvoir les nouveaux **concepts** et **instruments économiques** (écotaxe – mécanisme compensation) appliqués aux SEF ;
- partager les résultats obtenus sur la valeur économique des SEF

Principes des actions étatiques

Objectifs :

- Informer les décideurs (autorités) de la part réelle des SEF au PIB national et des **instruments économiques** mis au point (**écotaxe ; compensation**) par le PASEF/PNUE;
- Sensibiliser les leaders politiques (autorités) pour les amener à poser un débat sur l'*écotaxe* et les *mécanismes de compensation* par rapport aux SEF au niveau du Conseil des ministres, de l'Assemblée nationale et du Conseil Economique, Social et de l'Environnement;
- Sensibiliser les décideurs et élus locaux sur la nécessité de mise en œuvre des dispositions proposées pour la réforme de la fiscalité forestière (ETUDE SUR LA FISCALITE FORESTIERE DANS LE SITE DE MAHON-BAKOR REGION DE KOLDA)

☞ Relations Presse :

- Mise à la disposition des organes de la place des dossiers de presse;
- Organisation d'ateliers d'information et de formation sur les concepts (SEF, écotaxe et mécanismes de compensation) pour des journalistes et des animateurs de radios communautaires;
- Invitation de quelques organes de presse à couvrir la présentation des résultats d'études des consultants au Comité Technique et Scientifique.

Objectifs :

- présenter le PASEF/PNUE et ses résultats majeurs aux journalistes ;
- familiariser les journalistes et "faiseurs d'opinions" aux concepts des SEF.
- récolter des retombées presse gratuites par la publication/diffusion d'informations sur le PASEF/PNUE;
- faciliter des interviews et contacts entre journalistes et membres des organes d'exécution du PASEF/PNUE (comités de pilotage et scientifique);

☞ Production et Diffusion d'éléments ou supports d'informations

- Résumé d'études ;
- Production de brochure (booklet) de synthèse de quelques résultats obtenus ;
- Compilation sur disque (CD ou DVD) d'éléments ou produits d'information déjà diffusés ou à diffuser par des médias ;

Objectifs :

- améliorer la vulgarisation et le partage des résultats du PASEF/PNUE ;
- faire tenir aux responsables/décideurs (locaux et nationaux) des documents (booklet) de synthèse des études majeures concernant leurs localités ;
- alimenter et enrichir le site web du PASEF nouvellement créé avec des pages ou rubriques amicales.

2.1.2 Communication médiatique

Elle s'appuie sur les supports de masse (radio, télévision, presse écrite) à partir de partenariats formels et structurés avec quelques organes de grande audience (nationale et internationale) de la place. L'avantage est de donner une perspective aux informations diffusées ou à diffuser.

Activités/Actions :

- ☞ **Médiatisation** de l'atelier national de présentation des résultats du PASEF/PNUE et de définition des perspectives à leur attribuer par l'invitation d'organes de presse représentatifs;
- ☞ **Médiatisation** de la présentation des résultats du PASEF/PNUE au Conseil Economique, Social et de l'Environnement.
- ☞ **Médiatisation de la remise de brochures** (résumant certaines études) aux Conseils Régionaux et Conseils Ruraux abritant des sites ayant fait l'objet d'étude dans le cadre du PASEF;

n sociale et éducative

L'évaluation (en termes monétaires) des services offerts par les écosystèmes forestiers peut contribuer à une meilleure sensibilisation et conscientisation des décideurs et même de l'opinion en général pour des prises de décisions concrètes sur les plans économique, social et environnemental.

Pour atteindre cet objectif, la communication sociale et éducative des résultats du PASEF/PNUE que nous suggérons pourra être menée sous forme de campagnes à divers niveaux :

- **Niveau national/international:** Information et promotion des résultats.
L'objectif poursuivi est d'informer l'opinion nationale et internationale sur les résultats obtenus par le PASEF/PNUE (mécanismes ou outils mis au point) dans la promotion du rôle des écosystèmes forestiers dans la lutte contre la pauvreté au Sénégal. Il s'agit aussi de partager le point de vue des acteurs sur les SEF.
- **Niveau régional:** Partage et vulgarisation des résultats auprès des acteurs du développement régional (administration locale, ARD, services déconcentrés et élus). Il s'agit d'améliorer la sensibilisation et l'information par rapport à la sous-évaluation de certains biens et services offerts par les écosystèmes forestiers. C'est le lieu de vulgariser les canevas d'utilisation des résultats du PASEF/PNUE issus de l'atelier national de partage et d'orientations.
- **Niveau communautaire et village:** Il s'agira d'aller vers les organisations villageoises et communautaires pour les sensibiliser à la nécessité de participation à l'identification, à la planification, à l'utilisation et à la protection des écosystèmes forestiers pour le maintien des services et biens qu'ils offrent.

A ce niveau, l'organisation et l'appui du PASEF/PNUE et de la DEFCCS à la mise en place de relais de communication (à la base) est indispensable pour un prolongement des actions d'information et de sensibilisation des populations. Ici, des actions de communication éducatives (vulgarisation, formation) sont à privilégier.

Ces campagnes vont s'appuyer sur une combinaison de supports et moyens de communication:

- ☞ **mass média** (radio, télévision, presse écrite) ;
- ☞ **évènementiel** (participation à des manifestations ponctuelles);
- ☞ **supports interpersonnels** (réunions, Internet, réseaux sociaux et professionnels).

2.2.1 Mass média

- **Radio :** Il s'agira de signer un accord de partenariat avec des radios (RTS, Sud Fm, RFM et African Democracy Radio) pour intégrer certaines de leurs émissions phares ;
- **Télévision :** Les organes de télévision qui ont une émission ou rubrique environnement seront ciblés (RTS1 et Télé Futurs Médias) pour des reportages et diffusion d'éléments traitant des SEF;

- ☞ Réaliser un reportage télévisuel de 05 mn sur le PASEF/PNUE à diffuser à l'émission mensuelle "Terreau" de la RTS1 ;
 - ☞ Produire une émission télévisuelle d'une heure, en relation avec l'animateur de l'émission « Deggo » (s'entendre en Wolof) de la RTS1, sur le PASEF et ses résultats (une visite de la RBF ou de la forêt Mahon-Bakor pourra servir de prétexte) ;
 - ☞ Consacrer une émission « Espaces et Vie », rubrique bimensuelle sur l'environnement, de la Télé Futurs Médias (TFM) au PASEF/PNUE. Durant 52 mn de télévision, des reportages, témoignages et entrevues sont diffusés avec très peu de frais. Cette chaîne peut être suivie sur : www.tfm.sn
 - ☞ Produire, pour un numéro, l'émission radiophonique hebdomadaire « Clando » de la RFM. L'émission est de 30 mn et est diffusée en français et en wolof;
 - ☞ Participer à l'émission radiophonique « Reporter » de la RFM avec l'opportunité d'intervenir en français et en wolof et parler (pendant 30 mn) du PASEF/PNUE, de ses résultats et perspectives;
 - ☞ Réaliser et diffuser à Radio Sénégal et Radio Sénégal Internationale (RSI), un dossier sur le PASEF/PNUE. Rappelons que tous les programmes de la RTS (radio et télévision) peuvent être revus ou réécoutés sur les sites web : www.homeviewsenegal.sn et www.rts.sn.
- ✚ **Presse écrite :** Les « pages vacances » du quotidien le Soleil sont un bon créneau pour diffuser des informations sur les SEF et résultats du PASEF/PNUE. La rubrique « Economie » du même journal peut aussi être exploitée pour informer sur la valeur socioéconomique des écosystèmes, la fiscalité forestière et sur le régime d'éco-taxation.
- ✚ **Internet :** Postage, sur des portails comme Wikipédia et/ou sur des plateformes comme le PIMS du PNUE, des réseaux sociaux (Facebook, Youtube, Twitter), des rapports ou résumés des rapports d'études, etc.

Ces supports offrent au PASEF/PNUE l'opportunité d'informer et de communiquer avec un large et varié public établi sur les cinq continents.

Il s'agira de participer à des événements ponctuels ou d'en organiser pour informer sur les SEF ou partager les résultats obtenus dans le cadre du PASEF/PNUE :

- ☞ Atelier d'information à l'intention des journalistes ;
- ☞ Organisation de caravanes de presse (presse tour) pour présenter quelques sites du PASEF ou « success stories » aux professionnels de l'information ;
- ☞ Sponsoriser ou parrainer des manifestations de journées institutionnalisées (Journées de l'Arbre, de Lutte contre la désertification et des Feux de brousse, différentes Journées Mondiales dédiées à l'Environnement, etc.);

2.2.3 Supports interpersonnels

- ☞ **Internet** : il s'agira d'alimenter le site web du PASEF avec :
 - les rapports d'études (ou leur résumé) ;
 - les produits audiovisuels réalisés sur le PASEF/PNUE ;
 - les articles de presse publiés sur le projet.
- ☞ **Réseaux sociaux et professionnels** : les réseaux (des parlementaires et des journalistes en environnement), le GREP et les OCB sont de bons leviers d'influence pour les futurs plaidoyers/lobbying et des séances de vulgarisation à mener auprès des décideurs et populations pour faire sauter les verrous qui empêchent ou gênent l'action.

☞ **Au plan institutionnel :**

- Le maintien du *panel scientifique*, organe composé de fortes personnalités scientifiques et techniques (créé dans le cadre du PASEF) pour en faire un levier d'influence qui peut être utilisé pour les futurs plaidoyers à mener auprès des décideurs dans une perspective de mise en œuvre des recommandations des différentes études. Le PASEF finissant, il revient à la DEFCCS cette mission de maintien des acquis et d'animation de cet organe.
- La redynamisation des CGRN (comités de gestion des ressources naturelles), qui étaient créés et placés sous la tutelle des Conseils ruraux dans les anciennes régions de Kaolack, Tambacounda et de Kolda où intervenait le PGCRN (Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles). Les cellules SAV (sensibilisation-animation-vulgarisation) qui étaient créées au sein de chaque CGRN peuvent être des relais, au niveau local, dans la diffusion d'informations et d'animation des OCB par rapport à la gestion des écosystèmes forestiers et des services qu'ils procurent. Avec le Bureau Information, Formation, Sensibilisation (BIFS) de la DEFCCS, un appui organisationnel et de fonctionnement de ces organes (de concertations, de coordination et d'animation) placés sous la tutelle directe du Conseil Rural pour la gestion rationnelle et durable des SEF, pourra être envisagé.
- L'implication de la Cellule d'Education et de Formation Environnementale du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) dans la diffusion et le partage des résultats au niveau de sa cible scolaire (professeurs, instituteurs et apprenants).

☞ **Au plan de la stratégie de communication :**

Par rapport aux différentes cibles, des actions spécifiques pourront être déroulées vers:

Cibles Décideurs (niveau national):

- Le condensé ou la synthèse, dans des brochures, des résultats majeurs des sites étudiés et des perspectives de solutions ou d'actions offertes par ces études. Ces condensés pourront être remis aux autorités locales pour servir d'outils d'informations et de prises de décisions au niveau de la base par rapport aux SEF.
- La synthèse, dans un document unique, des différentes études menées dans le cadre du PASEF/PNUE afin de disposer d'un « knowledge management », sorte de « leçons apprises » pour les décideurs et qui pourrait aussi alimenter le site web du Projet.

connaissance des décideurs et leaders d'opinions par à la gestion ou au maintien des SEF pour que des efforts soient consentis pour l'allocation de ressources substantielles

- Un fort plaidoyer envers l'Exécutif et le Législatif pourrait être déterminant pour la suite à donner aux résultats obtenus.
A ce niveau, l'appui du Panel scientifique peut être décisif.
Un soutien technique multidisciplinaire est aussi nécessaire pour amener les religieux à intégrer les thématiques de la gestion des écosystèmes forestiers dans leurs discours quotidiens (sermons, prêches). Avec le foisonnement des émissions religieuses (qui ont une grande audience) au niveau des radios et télévisions, une bonne partie de la cible bénéficiaire des SEF pourra être touchée.

Cibles Décideurs (niveau local):

- La Vulgarisation des résultats du PASEF/PNUE à travers des animations (exposés) au niveau des cadres d'échange existants (CRD, CDD, CL, centres universitaires et de recherches, Académie des Sciences, Chambres de commerce et d'industrie, etc.).
- Animation et information, au niveau de la base, pour un prolongement de la communication éducative, seule capable de pousser à l'action. L'enjeu ici est d'arriver à expliquer (en démontrant) pour faire comprendre aux populations à la base tous les avantages liés à un régime d'éco-taxation. La communication pourra être axée sur la démarche à la fois incitative et coercitive de ce régime pour lutter contre certains comportements en plus de l'aspect financier qu'elle encourage à travers le développement d'une fiscalité locale.

Cibles leaders d'opinions :

- Postage systématique, sur portails et sites web (Wiki, Google, PIMS du PNUE, www.gouv.sn, etc.), de tous les rapports d'études réalisés dans le cadre du PASEF/PNUE.
- Tous les documents produits dans le cadre du PASEF devraient pouvoir être disponibles et téléchargeables à partir de la section « Téléchargements Documents » de la page Web du projet à l'adresse : <http://pasef.sn>. Un lien d'aide en ligne doit également être mis en place sur lequel on trouvera divers autres documents et outils (vidéos, audio, photos, etc.) générés par l'exécution du PASEF.
- Présentation des résultats du PASEF/PNUE au niveau du Conseil Economique, Social et Environnemental, au Réseau des Parlementaires en Environnement, au niveau des Centres universitaires, des Ecoles de formation professionnelle, etc ;
- Parrainage d'émissions radio-télévisuelles surtout au niveau des médias communautaires (radios, site web local, etc.) ;

Les écosystèmes forestiers, présents au Sénégal, sont très complexes et variés. Ainsi, quelle que soit l'importance des mesures prises pour les protéger ou les sauvegarder, l'appropriation et la durabilité des actions entreprises dépendent essentiellement du niveau d'engagement des acteurs/bénéficiaires. Cet engagement passe par l'implication des différentes parties prenantes (état, populations, organismes de coopération, etc.) pour des actions concertées.

Fort de ce constat, ce plan entend conférer, aux différentes fonctions de la Communication, une place beaucoup plus grande pour partager et vulgariser les importants résultats obtenus par le PASEF/PNUE dans le cadre de l'amélioration des informations disponibles sur les services et biens offerts par les écosystèmes forestiers sénégalais.

La mise en valeur contextuelle des produits/résultats (outils, mécanismes) obtenus dans le cadre de l'exécution du PASEF, a constitué le soubassement de cette consultation initiée par le PNUE. Les résultats obtenus doivent être hiérarchisés et leur partage et diffusion doivent obéir aux mêmes principes de priorisation afin d'instaurer une dynamique de leur appropriation par les différentes cibles.

La stratégie de communication élaborée et qui va être opérationnalisée par les plans proposés consiste:

- ☞ à donner un aperçu global des résultats obtenus (documents, outils mis au point) au grand public, aux décideurs nationaux et aux partenaires institutionnels;
- ☞ à permettre aux décideurs de se doter d'outils d'aide à la prise de décision pour mieux se projeter dans la satisfaction des besoins socio-économiques que les populations pourraient tirer d'une gestion durable des écosystèmes forestiers.

Le but ultime de cette stratégie est essentiellement d'assister le PASEF/PNUE :

- ☞ à informer et à sensibiliser, à la suite des résultats obtenus, les décideurs sur la contribution des SEF dans la lutte contre la pauvreté ;
- ☞ à amener les décideurs à comprendre le rôle d'un régime d'éco-taxation dans la fiscalité du pays (passage de 1 à 22% de la part de l'économie forestière au PIB national) pour un développement socioéconomique inclusif et durable à partir d'une gestion rationnelle et responsable des ressources forestières ;
- ☞ à expliquer clairement aux populations locales, en des termes compréhensibles, les avantages liés à une nouvelle fiscalité forestière pour susciter leur adhésion aux politiques de gestion des écosystèmes de leurs terroirs.

5.1 Termes de référence

Term of reference for a communication and outreach consultant

I. Background

Senegal is endowed with a number of biological and other natural resources, which among others; include forests, water, minerals, fish, wildlife and soils. Such resources are of paramount importance to the existence of ecosystems that range from forest, wetlands, highlands or mountain ecosystems. These ecosystems support the livelihoods of a majority of Senegalese and the country's economy in general. They provide goods and services which include food, water, medicine, biological diversity as well as raw materials to industries. Indeed, they are very vital for socio-economic development.

Forest ecosystems are vital for livelihoods of rural and urban people in Senegal, providing not only fuel wood but also other products. Before the 1970s, most of the Senegal region was densely forested with natural forests and constituted an important area of biodiversity. Since the early 1970s, people from all parts of the country destroyed forests in order to satisfy the needs of resettlement and access to lands for agriculture. Because of the high demand from urban town, forested areas became the main biomass production zones in Senegal, producing firewood and charcoal to meet institutional and urban households' demands. Partly because of this and the expanding agricultural land, forest ecosystems have virtually shrunk, and woody biomass today is largely supplied by woody savannas, which are also declining.

Many of the Senegal forest ecosystems are managed as national parks, forest conservation areas, and nature and biosphere reserves, game reserves. However, there are others that are not under any form of protection.

Forest ecosystems in the country have been subjected to various forms of destruction, many of which are anthropologically induced, consequently establishing non-sustainable trends. Among these are: unsustainable and/or over utilization patterns, littering, infrastructure development and agricultural expansion into protected areas.

These trends are attributed to various reasons, among which are pressures from demographic changes, inadequate management capacity, inadequate institutional coordination, and inadequate participation of key stakeholders and low level of awareness on the importance of some fragile ecosystems such as mangrove ecosystems found in southern areas.

To that it is necessary to add the inefficiency in regulatory measures (market, policy and institutional failures) and the problems of costing forest ecosystems services. In addition, the undervaluation of certain environmental goods and services coupled with none internalization of external costs associated with. The ongoing project is an alternative which could improve and sustain the way in which the services offered by the ecosystems are used.

In order to enable the development of a policy framework and subsequent instruments that enhance the provision of marketed and non-market based ecosystem services, it is central to take into account the true value of the services that forests provide. Monetary valuation of ecosystem services can contribute towards better decision-making, i) by ensuring that policy appraisals take full account of benefits and costs of the environmental impacts; ii) by taking better account of costs associated with ecosystem degradation and iii) by recognizing the substantial economic and welfare benefits of better management of ecosystems in forests.

In order to find sustainable solutions to the diagnosed problems and to reverse the general tendency of the degradation of his ecosystems, Senegal has undertaken various initiatives (A letter of Environmental Policy Sector (LPSE); The economic valuation of the forest ecosystems and the animal resources; The protection of biological diversity; improvement of the living conditions in the urban and rural environments).

It is within this context that Senegal has benefited from the support of the Spanish Government to develop the joint project titled "Project for the improvement and for the valuation of the forest ecosystems services (PASEF for

to the reduction of poverty through better knowledge of the forest
tion is the design of a fair eco-taxation regime for the sustainable
management of forest ecosystems services (FES) in Senegal.

The communication activities will inform and sensitize the policy makers and all others stakeholders of the clear relationship between sound management of forest ecosystem and poverty alleviation. It will also facilitate the understanding of what is needed and useful as economic instrument (eco-taxation) for the sustainable management of forest ecosystem and their services. The other priority areas of the communication strategy is to communicate the successes and lessons learned and to share new knowledge and understanding acquired on forest ecosystem assessment in Senegal.

II. Reporting

The consultant will report to Njankoua Wandji, UNEP project manager, Ecosystem Services Economics Unit, DEPI.

III. Scope of the Work

Looking the desired impact, different approaches will be used to achieve the main priorities:

Ensure that we communicate the story of forest ecosystem and findings of the UNEP component. Capturing imagination, presenting case studies, giving examples, presenting evidence using the relevant channels of communication will be the building blocks of the strategy.

Design of a strategy of communication

- i. Identification of the major communication channels for both the UNEP activities and for the overall project.
- ii. Identification of the main stakeholders and others resources centers and analyze their information needs.
- iii. Identification of the communication activities for the satisfaction of the stakeholders' information needs;
- iv. Setting up of an action plan for communication

Development of a methodology for capitalization and sharing experience

- I. Identify valuable information's on forest ecosystem services for capitalization.
- II. Develop format and appropriate support for diffusion of the communicating products.
- III. Develop friendly use pages with relevant information's on the existing project web site.

The concern audience for this strategy will be as follow:

- ii) National decisions makers: (*Government departments, in-country offices for multilateral bilateral; national and regional process for alliances e.g. CEDEAO and others regional bodies*)
 - a. At this level, the consultant will help to improve awareness of the implications of forest ecosystem and their services for poverty alleviation as evidence by UNEP component.
- ii) Local decisions makers: (*regional and municipal government bodies; local communities elders, local NGOs and practitioners*)

At this level, the consultant will help to improve awareness of what is possible for their communities from an understanding of the Eco-taxation principles.
- iii) International opinion formers: (*international media e.g. West Africa Democracy Radio, radio france international; Africa 24; academic and research community e.g. CREA-UCAD, CRES, IRD etc.*)
 - a. At this level, the consultant will help to advocate the role of forest ecosystem in poverty alleviation in the Senegal context ;

IV. Objectives of the consultancy

The overall objective of this consultancy is to technically support the creation and implementation of a communication strategy (with focus on forest ecosystem management and poverty alleviation through eco- taxation scheme and compensation mechanism). This will include:

- makers and local stakeholders.
- (b) To provide support and advice to UNEP and beneficiaries on how to communicate their findings in a way that informs policy and adds value to the PASEF outcome.
 - (c) To demonstrate where and how, or under what conditions, forest ecosystem can help poverty alleviation through a development and implementation of eco-taxation scheme and compensation mechanism.
 - (d) Use all available opportunities (workshops and meetings) to inform and influence national and local policy makings with regards to biodiversity and forest ecosystems in Senegal.

V. Expected Output

- i. National policy makers will understand better the contribution that forest ecosystem services can make to poverty alleviation and the role of a fair eco-taxation mechanism.
- ii. Main stakeholders and forest ecosystem services beneficiaries will have demonstrated improved policy awareness of the project results and findings through improved communications.

VI. Title and Identification Number of programme/project

Ecosystems Management. Programme of work number 331. EA(c) The capacity of countries top realign their environmental programmes and financing to address degradation of selected priority forest ecosystem services is enhanced.

VII. Qualifications and experience

A minimum of 10 years of relevant professional experience in Communications with relevant experience in forestry and/or natural resources or related field. Experience in designing and/or implementing communication and outreach strategy for natural resources management is highly preferred.

VIII. Duration and fees

The tasks described above will take 30 working days.

3.2 Figure

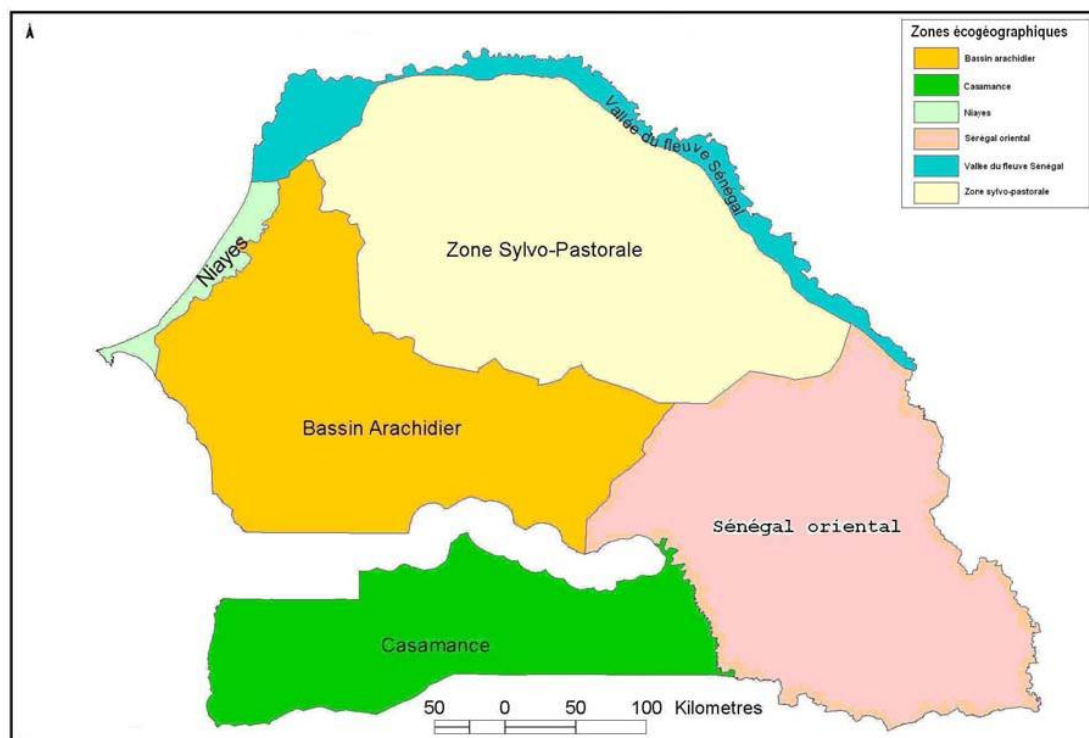


Figure 1 : Carte des zones éco-géographiques du Sénégal (Source PFS : 2005-2025)

Tableau N°1 : Actions de communication déroulées par le PASEF

ACTIONS DEROULEES PAR LE PASEF	OBJECTIFS	NIVEAU	CIBLES	CANAL/MOYEN
2009: Atelier conjoint UNESCO-PASEF/PGIES à Matam	- Informer et sensibiliser les élus locaux; - Elaborer un document consensuel pour proposer la réserve au statut de Réserve Biosphère ; - Information/partage	Région	Autorités administratives et Locales, Partenaires, Services techniques;	Hors média
2010: Création de comités de veille	Organiser et Responsabiliser les populations vivant aux alentours pour une cogestion de la RBF	- C. rurale ; - Village	Agents du Service des Eaux et Forêts, du CADL et populations locales	Hors média
2011-2012: - Formation; - Fora sur l'interprétation du code forestier et statut de réserve de biosphère; - Installation de panneaux sur les sites du PASEF; - Production de prospectus résumant les activités menées dans le cadre du PASEF;	- Renforcer les capacités en techniques de lutte contre les feux de brousse; - Vulgariser les concepts de SEF et RB; - Vulgariser le code forestier; - Informer sur l'état et les tendances des sites; - Renforcer la visibilité du PASEF ; - Partager les informations générées		- Populations locales - Partenaires; - Panel scientifique; - Comité technique	Affiche Supports écrits

SEF	OBJECTIFS	NIVEAU	CIBLES	CANAL/MOYEN
Information	- Partage; - Présenter des méthodologies et outils d'évaluation des SEF		- Panel scientifique; - Comité technique	Hors média
- Production & Diffusion de supports de communication: tee-shirts, calendriers, etc. à l'effigie du PASEF; - Production d'un film vidéo sur le PASEF en cours; - Création d'un site web en cours. Adresse : www.pasef.sn	- Augmenter la visibilité du PASEF - Assurer une communication online des résultats au service de l'image et/ou de la notoriété du PASEF - Créer une banque de données online		- Partenaires; - Panel scientifique; - Comité technique	Hors média Média
Formation	- Renforcement de capacités en comptabilité environnementale ; - Renforcement capacités organisationnelles		- Partenaires; - Comité technique - Populations locales	Hors média
2012: - Participation au 1^{er} Congrès Mondial du Réseau des Organisations de Recherche Forestière; - Postage sur le Net (Google) du rapport d'étude sur l'Evaluation Economique des Ecosystèmes Forestiers et de leurs Services menée par le PASEF/CSE	- Informer et partager les résultats de l'Evaluation Economique des Ecosystèmes Forestiers et de leurs Services menée par le PASEF	- International - National	- Communauté Internationale - Décideurs - Chercheurs, - Partenaires ; - Services techniques; - Grand public	- Congrès; - Internet; - PIMS (Project internal management system) du PNUE

Tableau1

e la communication du PASEF

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

Forces/Atouts • Disponibilité d'un spécialiste en suivi-évaluation ; • Existence d'un organe d'orientation (Comité de pilotage qui valide les PTA), d'un organe de concertations (Comité technique qui élabore les PTA, TDR) et d'un Panel Scientifique qui valide les résultats d'études; • Disponibilité d'un réseau de partenaires (stratégiques, institutionnels, techniques) compétents;	Faiblesses/Limites • Inexistence d'un plan de communication ; • Absence de budget consistant dédié à la communication ; • Absence de publication d'articles de presse ; • Défaut d'utilisation du réseau la radio (radios communautaires, privées et publiques) et de la télévision; • Site web (banques de données consultables à distance pour susciter des échanges interactifs d'informations et de communication online) non fonctionnel
Opportunités • Disponibilité d'un rapport d'étude sur « le rôle potentiel des radios et TV dans la diffusion d'informations utiles sur la GRN » au niveau de la DEFCCS ; • Les réseaux de journalistes et des parlementaires en environnement et en économie, l'association des communicateurs traditionnels, etc. • Le foisonnement des médias audiovisuels (radios, TV), de la presse écrite (journaux, magazines) et des sites Web (pour des publications online et le stockage d'informations) en plus des réseaux sociaux et plateformes (Facebook, You Tube, Twitter...) ;	Contraintes/Obstacles • Difficultés à communiquer sur des résultats de recherches scientifiques (non tangibles, abstraits pour une bonne partie des cibles); • La nouveauté des concepts (écotaxe, mécanisme de compensation) qui exige un minimum de prérequis en termes scientifiques et/ou économiques;

Tableau N° 3 : Forces et Faiblesses de la communication du PASEF

COMMUNICATION SOCIALE	
Forces/Atouts • Organisation d'ateliers de partage de résultats d'études avec le Panel scientifique ; • Production et diffusion de supports de communication (dépliants, tee-shirts, calendriers, etc.) • Séances d'information et de sensibilisation au niveau local	Faiblesses/ Limites • Inexistence d'un plan et d'une structure spécifique de coordination de la communication à la base; • Faible niveau d'implication des partenaires aux actions de communication ; • Faiblesse du budget de la communication ;
Opportunités • Disponibilité d'un document de stratégie de communication multimédia au niveau de la DEFCCS; • Les cadres de concertations au niveau local (CRD, CDD, CLD); • Les réseaux de journalistes (économie, environnement), des parlementaires en environnement, etc. • Les classes d'alphabétisation ; • Journées institutionnalisées (nationales et mondiales); • Disponibilité d'un réseau de partenaires (stratégiques, institutionnels, techniques) compétents;	Contraintes/Obstacles • Inexistence d'une composante et d'un plan de communication; • Difficultés à communiquer sur des résultats de recherches scientifiques (non tangibles, abstraits pour une bonne partie des cibles); • La nouveauté des concepts (écotaxe, mécanisme de compensation) qui exige un minimum de prérequis en science et/ou en économie; • Faible taux d'alphabétisation en français des bénéficiaires directs alors que les publications sont dans cette langue;

Tableau 3

Tableau N° 4 : Plan global de communication des activités du PASEF

PLAN GLOBAL DES ACTIVITES DE COMMUNICATION					
Activités de communication	Actions de communication	Cibles	Lieu/Niveau	Responsable	Résultats attendus
Etude	Collecte et centralisation des informations et connaissances générées par les activités/actions initiées par le PASEF	- Bénéficiaires directs; - Décideurs; - Partenaires ; - Collectivités Locales (CL); - Communauté scientifique et universitaire; - PNUE	- Sites PASEF - Régions - National	- PASEF/PNUE ; - DEFCCS - Knowledge Manager	- Un Knowledge Management est produit et disponible; - Des témoignages et points de vue des parties prenantes sont recueillis.
Production de Supports de communication: papiers et audiovisuels	- Réalisation de films, de spots, ITW; - Production de petits supports (Flyers, tee-shirts); - Brochure résumant les différentes études ; - Concours de création; - Documentation de “success stories”; - Collecte de point de vues croisées;	- Partenaires; - Communautés scientifique et universitaire; - Médias - Bénéficiaires directs; - Artistes, comédiens		- PASEF/PNUE - DEFCCS; - Prestataires	- Les résultats du PASEF sont connus; - L'importance socio-économique de certains écosystèmes est mieux cernée et comprise par les parties prenantes

PLAN GLOBAL DES ACTIVITES DE COMMUNICATION

	ommunication	Cibles	Lieu/Niveau	Responsable	Résultats attendus
Relations Publiques: <i>Evénementiels et Relations Presse</i>	☞ Evénementiels: - Signatures conventions, parrainage, diner/déjeuner débats ; - Exposés, conférences ; - Assemblées villageoises ; ☞ Relations Presse: - Montage et distribution de dossiers de presse; - Organisation Presse Tour ou caravanes; - Familiarisation des journalistes aux nouveaux concepts (Ecotaxe, etc.)	- Partenaires; - Bailleurs; - Organismes de coopération; - Collectivités Locales; - Bénéficiaires directs; - Médias	- Sites PASEF - Universités ; - Centres de recherche ; - Ecoles ; - Villages ; - CDD, CRD, CLD ; - Chambres de commerce	- PASEF/PNUE - DEFCCS (BIFS)	- Les résultats phares du PASEF sont médiatisés; - Les conclusions phares des études sont partagées et vulgarisées; - Des espaces d'expression et de débats sont créés; - Les initiatives modèles de gestion des SEF sont vulgarisées ; - Des retombées presse sont obtenues sans gros budget ;

PLAN GLOBAL DES ACTIVITES DE COMMUNICATION

	ommunication	Cibles	Lieu/Niveau	Responsable	Résultats attendus
Campagnes d'information et de vulgarisation	- Ateliers - Forums et causeries; - Réunions; - Diffusion de films, de spots radio-télévisuels; - Parrainage émissions radio-télévisuelles; - Distribution supports de communication; - Pancartage ; - Finalisation et animation du site web du PASEF	- Décideurs - Grand public; - Collectivités; - Médias - Producteurs; - Chercheurs; - Techniciens; - Industriels; - Bénéficiaires directs	- Village - CR - Région - National	- PASEF/PNUE ; - DEFCCS (BIFS) - Partenaires;	- Les décideurs sont informés et sensibilisés sur la contribution des SEF dans la lutte contre la pauvreté ; - Les décideurs comprendront le rôle d'un régime d'éco-taxation dans la fiscalité du pays ; - Les méthodes usuelles d'évaluation des SEF sont connues; - Les concepts d'<i>Ecotaxe</i>, de <i>Mécanisme</i> de <i>Compensation</i> et des <i>SEF</i> sont compris par les usagers ; - Population et acteurs économiques sont bien informés des opportunités de revenus offertes par les SEF;
Campagnes de Plaidoyer et de Lobbying	- Rencontre interpersonnelle et de groupe ; - Emissions radio et TV; - Parrainage activités socioculturelles ; - Utilisation des réseaux sociaux pour séduire les - Mise en place d'une veille active	- Décideurs - Elus (Députés, Maires, PCR, Conseillers) - Leader opinion - Bailleurs; - Organismes de coopération; - Média	- Sites PASEF - Régional - National - International - Assemblées: nationale et locale ; - Conseil Economique, Social	- PASEF/PNUE - DEFCCS (BIFS) - Webmaster ; - Gestionnaire site	- Des soutiens sont mobilisés auprès des décideurs, leaders d'opinions et des bailleurs; - Un débat public autour des concepts: Ecotaxe et Mécanisme de compensation est posé; - La nécessité d'imposer des régimes d'écotaxe et de mécanisme de compensation est défendue auprès des décideurs; - Les causes et les intérêts des bénéficiaires directs sont défendus; - Des relations sont tissées avec les influenceurs (bloggeurs, journalistes, etc.) ;

PLAN GLOBAL DES ACTIVITES DE COMMUNICATION

	ommunication	Cibles	Lieu/Niveau	Responsable	Résultats attendus
					- Les dispositions proposées pour la réforme de la fiscalité forestière sont mise en application
Formations	- Organisation d'ateliers; - Visites guidées	-Techniciens DEFCCS, DPN ; -Animateurs radios ; -Assistant communautaire -Relais communautaire		- PASEF/PNUE - DEFCCS (BIFS)	- Les méthodes usuelles d'évaluation des SEF sont connues des techniciens et agents du développement; - Les concepts d' <i>Ecotaxe</i> , de <i>Compensation</i> et des <i>SEF</i> sont compris par les usagers; - Des compétences en techniques de communication et de mobilisation sociale sont acquises.

Tableau 4

Tableau N° 5 :

PLANNING DES ACTIONS DE COMMUNICATION POUR LE COURT TERME

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE					
Actions	Période	Lieu	Responsable	Ressources	Résultats attendus
Production et Diffusion de supports de communication : ☞ Synthèse, sous forme de brochure, des études réalisées pour les décideurs; ☞ Compilation sur supports numériques (cd ou dvd) d'éléments ou produits d'information déjà diffusés ou à diffuser	Octobre 2012	Kolda Tambacounda Kédougou Thiès Saint Louis Matam National	PASEF/PNUE DEFCCS (BIFS)	PNUE DEFCCS	- Les leaders locaux sont informés des résultats d'études sur les SEF concernant leurs terroirs/zones ; - Les principales études réalisées sont résumées et mises à la disposition des décideurs locaux et nationaux ; - Les décideurs (autorités) sont informés de la part réelle des SEF au PIB national ; - Des produits sont disponibles pour alimenter le site web du PASEF/PNUE ;



Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

PASEF/PNUE

☞ Vulgarisation/restitution et partage des résultats obtenus;	Novembre 2012	Kolda Tambacounda Kédougou Thiès Saint Louis Matam			- Les résultats majeurs sont partagés et vulgarisés ; - Des cadres d'expressions et d'échanges locaux sont animés
Lobbying/Plaidoyer : Sensibiliser les leaders politiques sur la nécessité de poser un débat sur l'écotaxe et les <i>mécanismes de compensation</i> par rapport aux SEF	Nov-Déc 2012	- National - Assemblée Nationale ; - Conseil Economique Social, et de l'Environnement ;			- Des visites et exposés sont effectués au niveau de l'Assemblée Nationale et du Conseil Economique Social et de l'Environnement ; - La tutelle pose le débat au niveau du Conseil des Ministres
Relations Presse : ☞ Distribution de dossiers de presse ; ☞ Organisation d'ateliers d'information et de formation pour les journalistes et animateurs de radios communautaires	Octobre-Novembre 2012	Dakar Régions	- PASEF/PNUE - Consultant - DEFCCS (BIFS)		- Le PASEF/PNUE et ses résultats majeurs sont présentés aux journalistes ; - familiariser les journalistes et "faiseurs d'opinions" aux concepts(SEF, écotaxe et mécanismes de compensation)

PLANNING DES ACTIONS DE COMMUNICATION POUR LE COURT TERME (suite)

COMMUNICATION SOCIALE ET EDUCATIVE					
Actions	Période	Lieu	Responsable	Ressources	Résultats attendus

anes de entation on des - Remise officielle de brochures (synthèse de certaines études) aux Conseils Régionaux et Conseils Ruraux abritant des sites ayant fait l'objet d'étude ; - Restitution des résultats d'études à la base (sites du PASEF) ; - Campagne de sensibilisation sur les feux de brousse - Renforcement de capacités des associations, OCB et animateurs radio en Animation/Sensibilisation	- Novembre-Décembre 2012 - Janvier-Février 2013	Dakar - Région ; - CR - CR ; - Village - Sites du Projet	PASEF/PNUE DEFCCS Consultant		- L'atelier est médiatisé; - Certains résultats sont largement diffusés par la presse nationale et locale; - Les leaders locaux disposent d'informations et d'outils de prise de décisions par aux RN; - Les populations locales sont informées des résultats d'étude concernant leurs terroirs/zones ; - Des relais sont formés pour prolonger la communication au niveau de la base
Relations Publiques : - Présentation des résultats du PASEF/PNUE au niveau du Conseil Economique, Social et de l'Environnement, des centres universitaires, des écoles, etc.) - Parrainage du lancement de la campagne de lutte contre les feux de brousse 2012-2013 ;		- Kédougou - Saint-Louis - Thiès - Kolda - National			- Les résultats sont valorisées et vulgarisées ; - Une tribune d'expression et de discussion est disponible.
Relations Presse : - Atelier d'information et de familiarisation aux concepts pour les journalistes et Associations en Environnement ; - Distribution de dossier de presse ; - Parrainage émission radios communautaires ;	Nov-Décembre 2012 ; Janvier-Février 2013	- Dakar - Régions			- Les concepts nouveaux (écotaxe, mécanisme de compensation, SEF) sont traduits en un langage accessible aux populations locales; - Les résultats majeurs du PASER/PNUE sont médiatisés

Tableau 5

Tableau N° 6 :

PLAN DE SUIVI-EVALUATION DE LA STRATEGIE DE COMMUNICATION

Activités/	Indicateurs	Méthode de Suivi-Evaluation	Lieu/Période	Sources	de	Ressources/
------------	-------------	-----------------------------	--------------	---------	----	-------------

	Total 1	Dépenses Média	Total 2
Campagnes d'Information	4 000 000 F	- Sponsoration d'émissions radios - Parrainage d'émissions télévisuelles - Diffusion film/spots	12 000 000 F
Production et diffusion de supports			
- Vidéos éducative et informative	4 500 000 F		
- Brochures de synthèse ou condensé d'études (booklets)	3 000 000 F		
SOUS TOTAL 1	17 500 000 F		
Evènements de Relations Publiques			
- Organisation de journées d'information, de restitution et de vulgarisation au niveau des sites du PASEF;	10 500 000 F	- Parrainage d'émissions radios communautaires et locales ;	3 000 000 F
- Organisation d'ateliers d'information et de familiarisation des journalistes et animateurs de radios communautaires aux nouveaux concepts (SEF, Ecotaxe, Compensation...)	9 000 000 F	- Couverture de l'évènementiel par la presse locale (remise des brochures aux Conseils de Région et des CR, etc.)	
SOUS TOTAL 2	19 500 000 F		
Formation/Renforcement de capacités :			
- Capacitation des relais (OCB, ASCOM et Animateurs radio) en animation et vulgarisation ;			
- Familiarisation des relais avec les nouveaux concepts des SEF	7 500 000 F		
SOUS TOTAL 3			
TOTAL DEPENSES HORS MÉDIA	48.500.000	TOTAL DEPENSES MÉDIA	15 000 000 F
TOTAL GENERAL = 63 500 000 F CFA			

Tableau 7

Les ressources forestières contribueraient à 20 % du Pib, selon le Commandant Mamadou Fall des eaux et forêts

Le Projet d'amélioration et de valorisation des services des écosystèmes forestiers (Pasef), lancé depuis 2009, a permis de lever une équivoque. En réalité, les ressources forestières, marchandes et non marchandes contribuent, à hauteur de 20% dans la formation du PIB et non 1% comme c'est mentionné dans la comptabilité publique.

Selon le commandant Mamadou Fall, chef de la division Aménagement et Production forestière, pendant longtemps on a approché la forêt par rapport aux valeurs d'usage, c'est-à-dire le bois, le charbon de bois et les autres produits forestiers «et on n'avait pas pris en compte les autres valeurs de la forêt». Ainsi, jusqu'ici l'apport des ressources forestières dans la constitution du PIB a été estimé à 1% en tenant compte uniquement de la valeur marchande du secteur. C'est dans ce cadre que le Projet d'amélioration et de valorisation des services des écosystèmes forestiers (Pasef) est mis sur pied afin de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la conservation et la gestion rationnelle et équitable des services des écosystèmes forestiers.

Selon le commandant Fall qui représentait, hier, à Dakar, le directeur des Eaux et forêts à la l'atelier d'évaluation des conditions et tendances des écosystèmes forestiers et de leurs services au Sénégal, les autres fonctions de l'environnement ne sont pas valorisées dans le secteur pour la constitution du PIB. «Aujourd'hui, nous sommes en train de voir différemment la forêt en essayant d'évaluer aussi bien les fonctions d'approvisionnement, mais aussi les autres fonctions et les services qu'offre la forêt», souligne-t-il, non sans rappeler les fonctions culturelles, touristiques,

et d'élevage, entre autres, des écosystèmes forestiers.

D'après le docteur Njankoua Wandji du Programme des Nations Unies pour l'environnement (Pnue) et du Pastef, l'Ansd qui a pris part à ce programme a permis de collecter des données économiques. Et, selon celles-ci, les services forestiers marchands et non marchands contribueraient à hauteur de 20% dans la formation du PIB au Sénégal. Il est nécessaire, estime-t-il, d'amener ce résultat au niveau des sphères de prise de décisions de manière à ce que les informations obtenues puissent permettre sur le plan régional une certaine prise de décision en tenant compte des écosystèmes forestiers.

Pour sa part, l'expert en suivi évaluation, le colonel Cheikh Tidiane Ndiaye, a soutenu que les Objectifs du millénaire pour le développement (Omd) ne pourraient jamais être atteints si on ne tient pas compte la dimension environnementale. Selon Fatimata Daffé Doumbouya, co-consultante de l'étude, les écosystèmes forestiers sont en dégradation, toutefois cette dégradation diminue depuis 2005. L'étude lancée en 2009, avec le soutien financier du gouvernement espagnol, va donc, si on l'en croit, permettre de voir les tendances d'ici 2025 et de connaître la situation de chaque région pour pouvoir prendre des décisions politiques.

Aly DIOUF

LE SOLEIL - MARDI 9 OCTOBRE 2012

ECONOMIE

8

et 411 moissonneuses

nouvelles automotrices

4 ACTUALITÉS

Le Quotidien • Jeudi 15 novembre 2012

N° 2944

ENVIRONNEMENT Une enquête estime son apport au Pib national à 20% Pourquoi l'Etat doit protéger l'écosystème forestier

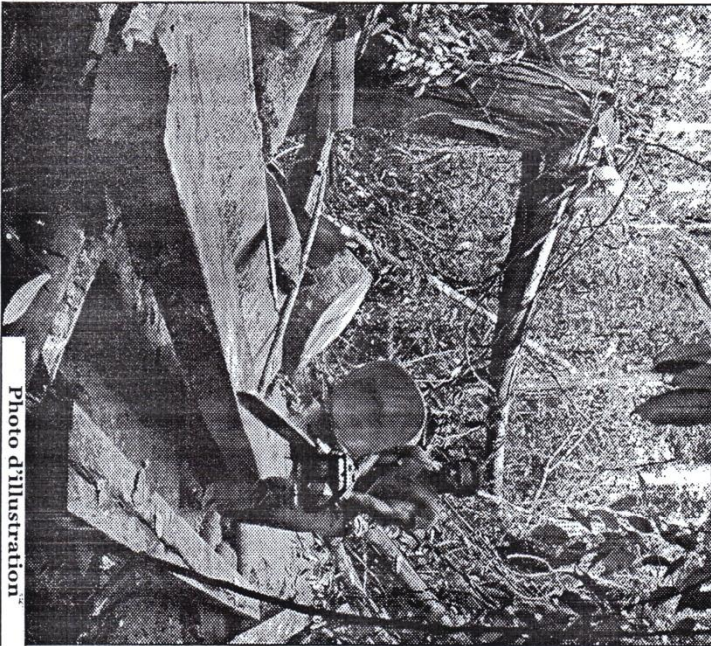


Photo d'illustration

La forêt représente à elle seule, pas moins de

Par Aly FALL

Photo: www.immersion.org

blent dire les animateurs du Projet d'amélioration et de valorisation des services des écosystèmes forestiers au Sénégal (Pasef), qui ont évalué hier, ledit projet au cours d'un atelier organisé à la Direction de l'environnement et des établissements classés (Deec). En effet, la forêt représente à elle seule, pas moins de 20% du Produit intérieur brut national, là où les instruments classiques l'estimaient à 2%. Mamadou Faye, expert statisticien économique à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), de qui on tient le chiffre, est formel : les décideurs du pays ont le devoir de protéger l'écosystème forestier pour son apport inestimable dans l'économie du pays. Aussi, pour amener les populations à s'approprier de la forêt et à préserver leur environnement, l'expert a-t-il proposé un système d'éco-taxe. Lequel, expérimenté dans d'autres pays plus soucieux de leur environnement, a eu aujourd'hui, des résultats très enviables. Suffisant pour Mamadou Faye, d'inviter les autorités à s'inspirer de ces pratiques qui participent à la protection de la nature et de ses ressources...

Par ailleurs, ces défenseurs de la nature parmi lesquels on peut compter le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) ont beaucoup échangé sur

forestières végétales du Sénégal, selon l'enquête, met en lumière un ensemble de contraintes ayant des impacts négatifs sur les biens et services que ces derniers doivent fournir aux populations et aux générations futures. Et ces impacts sont répercutés à divers niveaux que sont : la réduction des superphosphates arabes par suite de perte de fertilité, stérilisation, érosion hydrique et éolienne, perte de réservoir de carbone ou encore perte de biodiversité et augmentation des risques de rupture de l'équilibre des écosystèmes.

Mais, en dépit des réponses très variées de l'Etat allant de l'interdiction d'exploiter à des politiques

de reforestation, les pilliers de bois continuent d'agresser la forêt, surtout à la partie méridionale du pays (lire en dessous). Pour Baba Dramé, conseiller technique à la Deec, chargé du développement durable, le Pasef entrainé en avril 2009, a ainsi pour objectif majeur d'informer les Sénégalais et les autorités, particulièrement, de l'apport non négligeable de l'écosystème forestier dans notre économie. Une façon de les amener à prendre les bonnes décisions quand il s'agit des forêts et de ses ressources.

alyfall@lequotidien.sn

Paix et développement dans le monde La religion comme levier incontournable

Par Babacar WRIJANE

Aujourd'hui la cartographie des conflits et du sous-développement dans le monde fait peur à tous ceux qui pensent à l'avenir. L'heure est donc à la recherche de solutions. C'est pour cette raison que la Fondation Konrad Adenauer organise depuis avril-juin, un colloque sur religion, paix et développement. Il s'agit concrètement de savoir quel est le rôle de la religion dans la construction de la paix et du développement.

Le Professeur Sommer, venu d'Israël, a expliqué que dans son pays, sur inspiration religieuse, il y a un petit village juif où les travailleurs cotisent

instaurer la paix et le développement. Il s'est fondé sur le fait que dans beaucoup de combats qu'ils ont mené, il a fallu l'intervention des imams et prêtres pour qu'il y ait un changement de comportement de la part des populations. «Que ce soit avec les mariages précooces, la réduction du taux de prévalence du sida, les états civils, les leaders religieux nous ont permis de réussir là où nos techniciens ont échoué», confesse-t-il.

A propos de la paix, les religions ont également un rôle capital. Le pasteur Diouf estime que les gens se croisent, mais ils ne se rencontrent pas. «Nous pensons que la religion

Photo d'illustration

La forêt représente à elle seule, pas moins de 20% du Produit intérieur brut national (Pib), la où les instruments classiques l'estiment à 2%. Suffisant pour l'Etat ainsi que les populations à protéger l'écosystème forestier national, de plus en plus menacé.

Par Aly FALL

C'est une ignorance ou plutôt une insouciance de la part de l'Etat qui a maintenu l'absence à l'agenda de l'écosystème forestier au bénéfice des infrastructures routières. Le cas de la forêt classée de Mbaou, dévastée à moitié, pour les besoins d'une autoroute à péage, est assez illustratif du peu d'intérêt de l'Etat, à la protection de la nature. Mais, si seulement cet Etat savait, sem-

blait-il, que la nature parmi lesquels on peut compter le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnu) ont beaucoup échangé sur le rapport final de l'évaluation économique des écosystèmes forestiers et de leurs services. Le document indique que les exploitants forestiers concernés par l'enquête ont été informés depuis 2009, sur les menaces qui pèsent sur les sources forestières ainsi que sur les mesures réglementaires prises par l'Etat pour y remédier.

L'analyse de l'état des ressources

TAMBA Lutte contre l'exploitation frauduleuse du charbon de bois: Une dizaine de camions saisis par le service des eaux et forêts

Par Abdoulaye FALL

L'exploitation du charbon de bois dans les zones de Tamba et de Kolda est en train de prendre des proportions très inquiétantes. Et à ce rythme, la régénération des forêts risque de subir un sacré coup. Pour freiner ce phénomène qui gangrène le secteur, le service régional des eaux et forêts de Tamba a lancé ces derniers temps, une vaste opération d'assainissement de l'exploitation forestière dans la région. Et pour cela, malgré leurs faibles moyens (humains comme logistiques) et sous la houlette de l'inspecteur régional, des contrôles récurrents sont organisés sur le terrain.

Selon papa Diomaye Ndiaye, ingénieur des eaux et forêts et adjoint au chef de service régional des eaux et forêts, lors de leurs récentes sorties et contrôles de routine, c'est près d'une dizaine de camions, notamment chargés de charbon de bois à destination de Dakar, qui ont été arrêtés et saisis. Pis, aucun d'entre eux ne détenait par devers lui, un permis de circulation. « Ils circulaient frauduleusement avec les produits tirés de la forêt », précise papa Diomaye Ndiaye, qui fait remarquer que c'est dans des zones interdites que ces produits ont été coupés, entravant du reste très sensiblement la régénération. C'est pourquoi, vocifère le lieutenant Ndiaye, les produits sous saisis et les véhicules immobilisés et tous les contrevenants sont déferés à la Maison d'ar-

rêt et de correction de Tambacounda. La situation, est très alarmante et le phénomène est récurrent, ajoute M. Ndiaye, avant de clamer très fort que leur service ne permettra plus de tels agissements qui ne font que nuire à la forêt, dont ils ont la charge, la protection et la conservation.

A toujours l'en croire, il existe à Tamba un fort lobby de producteurs illicites de produits forestiers, mais assure-t-il, ils mettront tous les moyens nécessaires pour démanteler ce réseau de « gens véreux », qui n'ont d'autres soucis que de nuire à la forêt. Tout en rappelant que ce ne sera pas facile car, plus de 60% de la demande en énergie des ménages est assurée par le charbon de bois. Et qu'aussi, les seules régions ouvertes à l'exploitation du charbon sont Ziguinchor, Tamba et Kolda, qui renferment les dernières réserves forestières du pays.

Pour lui, le secteur de l'exploitation forestière doit être assaini et enlevé de ses délinquants forestiers qui, si l'on n'y prend garde, risquent de saper le travail déjà entrepris par le service des eaux et forêts. Par ailleurs, le lieutenant Ndiaye a plaidé pour que le service des eaux et forêts de Tamba soit appuyé en moyens logistiques et renforcé en personnel car, la région est très vaste et la mission très difficile. En effet, le service a en charge la gestion des forêts classées, communautaires et des réserves naturelles, qui font 53.084 ha, plus le parc Niokolo Koba.

afall@lequotidien.sn

www.lequotidien.sn

Le Pr Elie Sommer, venu d'Israël, a expliqué que dans son pays, sur inspiration religieuse, il y a un petit village juif où les travailleurs coïtent à la fin de chaque mois. La somme est redistribuée aux familles en fonction des besoins. C'est donc un exemple sur la place de la religion dans la recherche du développement. Cet exemple n'est pas loin du système de solidarité mis en place par la religion traditionnelle des Bassaris et même d'autres religions traditionnelles.

Pierre Bonhane de Cartes a passé en revue tous les mécanismes de maintien de la cohésion du groupe. Selon le pasteur Adama Diout qui travaille à Word Vision, les leaders religieux sont incontournables pour

Le président Alassane Ouattara dissout le gouvernement

Le président de la République ivoirienne Alassane Ouattara a dissout ce mercredi 14 novembre le gouvernement formé en mars dernier et qui était dirigé par le Premier ministre Jeannot Aboisso-Kouadio. On ne sait pas encore quand sera nommé le nouveau cabinet.

L'annonce a été faite au cours du Conseil des ministres qui se tient tous les mercredis. Une surprise du président Alassane Ouattara. Aucune date de la formation d'un nouveau gouvernement n'a été dévoilée. Le secrétaire général du gouvernement, Amadou Gon Coulibaly, doit intervenir devant la presse à la présidence. Va-t-il donner les raisons de la dissolution du gouvernement formé le 1er juin 2011 et reconduit en mars dernier avec un

ont également un rôle capital. Le pasteur Diout estime que les gens, se croient, mais ils ne se rencontrent pas. « Nous pensons que la religion est un puissant moyen d'amener les gens à se rencontrer », dit-il. Cette rencontre ne devra pas cependant amener les gens à perdre leur identité. C'est du moins ce que pense le Pr Sommer. Ce dernier estime que la conservation des identités est une nécessité. Il est d'ailleurs convaincu que beaucoup de conflits au monde s'expliquent par la volonté d'éliminer les particularités. Pour lui, l'intégrisme grandissant « est un régal, une révolte contre la modernité ».

bwillane@lequotidien.sn

SENEGAL

Les biens forestiers font 2 % du PIB

En termes de contribution à l'économie, les biens forestiers représentent 2 % du Produit intérieur brut (Pib), tandis que les services forestiers contribueraient à hauteur de 20 %. C'est en condensé ce qui ressort de l'étude portant sur l'évaluation économique des écosystèmes forestiers dans la perspective de comptabilisation nationale dont un atelier de partage et de diffusion des résultats s'est tenu hier, à la direction de l'environnement et des établissements classés.

L'unique préoccupation des États de la planète, au sortir du sommet de Rio+20, était de faire en sorte que le capital naturel qui contribue au développement économique puisse être connu et valorisé. Ces propos de Baba Dramé, point focal du développement durable à la direction de l'environnement et des établissements classés qui a présidé à l'ouverture de l'atelier, sont un peu plus révéla-

La forêt, une partie de l'économie nationale

Un projet qui a travaillé sur 10 sites d'écosystème forestier à travers le pays, selon le Colonel Cheikh Tidiane Ndoye, chargé de l'évaluation du projet, pour mettre à la disposition des décideurs politiques

des outils pour évaluer le coût des ressources forestières.

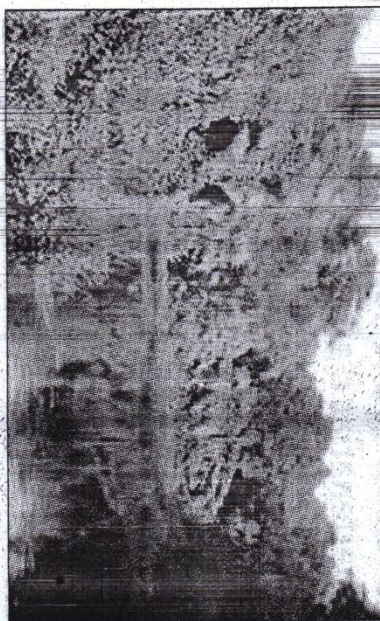
Pour l'édile de la commune de Sokone El Hadji Sène, l'exercice qui a pour but de faire connaître la valeur des écosystèmes forestiers va donner un nouveau regard, à partir des populations et des gouvernants, sur ces forêts qui méritent d'être sauvegardées. « La forêt est une partie de l'économie nationale », soulignera-t-il, avant d'annoncer que « les lacs, les bas fonds et les rivières sont des ressources auxquelles il faut accorder de l'importance ». Pour le représentant de la Deec, les outils créés par les résultats du Pasef vont permettre de mettre à la disposition des décideurs les moyens d'évaluer les coûts du capital naturel et de l'intégrer dans le Pib. La présentation faite par l'expert du Pnuu, Njan-koua Wandji, sur l'évaluation économique et l'élaboration des outils de gestion des écosystèmes forestiers a permis de procéder à un tour d'horizon sur le but, les objectifs et

les résultats des études du Pasif. Pour Mamadou Faye de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie, un processus vient d'être lancé à travers un important exercice qui vise une meilleure lecture de l'impact de l'environnement dans l'économie nationale. Les différents résultats, comme ceux des écosystèmes forestiers des forêts

classées de Mahon et Bakor dans la région de Kolda qui ont été présen-
tées pour un partage, pourraient per-
mettre un processus d'ajustement
des comptes nationaux et la mise en
œuvre des instruments incitatifs de
gestion durable des écosystèmes fo-
restiers et leur contribution à l'éco-
nomie nationale du Sénégal.

Bahacar Rachir SANE
ministre national du Sénégal.

Babacar Bachir-SANDE



DE L'ÉDUCATION NATIONALE

7ième édition de la JNEF

Journée Nationale de l'Éducation des Filles

Vendredi 16 Novembre 2012 à partir de 9h

Au théâtre national Daniel Sorano.

colle
Code de Coordonination des Réseaux
sur l'Education des Ailes

5.5. 1 Résumés d'études

- ☞ Evaluation des conditions et tendances des écosystèmes forestiers et de leurs services au Sénégal (réalisé par le CSE);
- ☞ Evaluation économique des services des écosystèmes forestiers au Sénégal (ANSD) ;
- ☞ Evaluation des conditions et tendances des écosystèmes forestiers et de leurs services : cas des forêts classées Mahon-Bakor et de produits forestiers dans la région de Kolda (réalisé par la DEEC) ;
- ☞ Etude sur les forces motrices des changements dans les services des écosystèmes forestiers au Sénégal (ANSD).

5.5. 2 Vidéos

- ☞ Un reportage télévisuel sur le PASEF ;
- ☞ Une compilation d'interviews sous forme de regards croisés.

5.5. 3 Audio

- ☞ Un reportage réalisé par Radio Sénégal Internationale sur le PASEF (version française);
- ☞ Un reportage réalisé par Radio Sénégal Internationale sur le PASEF (version wolof).

Documents consultés

I. Bibliographie

- Graham Mytton, auteur de « Mass Communications in Africa » ;
- Iain McLellan : « La télévision pour le développement : L'expérience africaine », octobre 1986 ;
- Joelle Gallard : Stratégie de communication multimédia (1992).
- Bernard SANEMES : La communication efficace 4^{ème} édition, DUNOD ;
- Marie-Hélène WESTPHALEN : Le Guide de la communication d'entreprise, 4^{ème} édition, DUNOD ;
- Philip MALAVAL et Jean Marc DECAUDIN : Pentacom : Communication corporate, interne, Financière, Marketing b-to-c et b-to-b

II. Documents consultés :

- Rapport de Laurie Chambarlin : Appui à la communication du Programme USAID "Wulaa Nafaa", rapport de consultation (2010) ;
- La composante "Communication sociale" du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) ;
- Le rapport final du projet FAO (TCP/SEN/4454/A) « Communication pour l'environnement » 1994;
- La "Stratégie de communication multimédia" de la DEFCCS élaborée en 1998;
- Le plan de communication du PFIE élaboré en 2004 ;
- Le Plan d'action opérationnel pour la communication environnementale du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature élaboré en 2010 ;
- Le rapport d'étude sur « **le rôle potentiel des radios et TV dans la diffusion d'informations utiles sur la GRN** » au niveau de la DEFCCS.